



## SANTÉ

# Le Congo enregistre un premier cas confirmé du coronavirus

Un franco-congolais de 50 ans a été contrôlé positif au coronavirus (COVID-19) le 14 mars à Brazzaville, confirmant ainsi le premier cas officiellement enregistré en République du Congo. Son entourage immédiat dont sa femme

et sa fille de 6 ans sont placés en isolement et mis sous surveillance permanente.

Selon le ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Mougalla, qui a

fait cette déclaration, « l'intéressé est arrivé sur le territoire congolais le 1er mars par le vol Ethiopian Airlines ET 861, en provenance de Paris après un bref séjour à Amsterdam » en Hollande. [Page 16](#)

## AFFAIRE MAIRIE DE BRAZZAVILLE

### Christian Okemba et ses présumés complices à la Maison d'arrêt



Gardés depuis quelques jours à la direction générale de la surveillance du territoire pour les besoins d'enquête, l'ancien maire de la ville, Christian Roger Okemba, et ses présumés complices, dont le directeur général du budget, Nicolas Okandzi, ont été transférés à la Maison d'arrêt centrale de Brazzaville.

Il leur est reproché d'avoir facilité le dépôt d'une somme d'un milliard deux cent cinquante millions de francs CFA dans le compte bancaire de la fille de l'ex-maire de Brazzaville, en la faisant passer comme fournisseur de matériaux divers de la mairie. [Page 3](#)

## FINANCES PUBLIQUES

### Améliorer les compétences des cadres sur les normes d'audit révisées



Des participants posant à l'issue de la formation Adiac

Afin de garantir la transparence et la bonne gouvernance des finances publiques, la coordination du Projet de réformes intégrées du secteur public (Prisp) a opté pour le renforcement des compétences opérationnelles et professionnelles des cadres et agents formés sur les normes internationales d'audit révisées. L'objectif de cette formation initiée par la Cour des comptes et de discipline budgétaire est d'améliorer le niveau de leurs connaissances, en vue de développer en eux les compétences indispensables à la réalisation des activités essentielles pour la performance individuelle et collective. [Page 5](#)

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

### L'UE sensibilise les élèves aux premiers secours en cas d'accident



Une vue des participants Adiac

La délégation de l'Union européenne (UE) au Congo a, en collaboration avec le ministère des Transports et de l'Aviation civile, organisé le 14 mars au profit des élèves du complexe scolaire Anne-Marie Javouhey une journée d'information et de sensibilisation à la prévention et aux comportements à adopter en cas d'accident de circulation. [Page 4](#)

## VIE DES PARTIS

### Michel Mampouya, nouveau coordonnateur de l'IDC



Le président du Parti pour la sauvegarde des valeurs républicaines, formation politique de l'opposition, l'ancien ministre Michel Mampouya, a été élu, le 14 mars, à l'issue d'une session du Conseil national, coordonnateur général de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC). Il remplace à ce poste René Serge Blanchard Oba. [Page 2](#)

## ÉDITORIAL

## Évidence

Le groupe de contact du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye qui réunissait plusieurs délégations, le 12 mars, à Oyo, en République du Congo, a actualisé un constat que partagent beaucoup d'observateurs sur le continent et ailleurs. A savoir que les ingérences extérieures, dont ce pays en guerre depuis bientôt dix ans est l'objet, sont essentiellement motivées par les intérêts nationaux et le pillage des ressources naturelles libyennes.

Plutôt que de considérer cette prise de position forte comme une déclaration de guerre, les puissances qui se consolent de la violation constante de l'embargo sur les armes décrété par les Nations unies pour renflouer leurs caisses devraient se rendre à l'évidence: elles ne peuvent nier le fait qu'en agissant ainsi, elles prolongent les souffrances des populations civiles libyennes en parfaite contradiction avec les discours d'apitoiement entendus de leurs dirigeants devant les tribunes internationales.

On devrait pourtant aussi se poser une question: que peut l'Afrique contre la volonté des parties libyennes elles-mêmes de prendre fait et cause pour une solution négociée à la crise ? Elle ne pourrait pas beaucoup avancer, surtout si ces dernières continuent d'entretenir des relations privilégiées avec leurs soutiens extérieurs.

D'où l'insistance du groupe de contact de consolider l'axe Union africaine-Union européenne-Nations unies, qui a connu des avancées dans le contrôle des flux migratoires.

Il est à peu près clair que même dans l'hypothèse d'une harmonie de vues à l'intérieur du trio UA-UE-ONU se posera le problème de l'initiative de terrain. Ces trois instances aux ressorts diplomatiques éprouvés ne peuvent cependant pas facilement venir à bout des motivations obéissant aux intérêts nationaux telles que rappelées plus haut. Elles dépendent en effet d'agendas complexes souvent gérés en dehors de circuits officiels. A chacun selon sa compétence, il reviendra aux diplomates de continuer à alerter, de prouver que la parole répétée au nom de la paix vaincra le trafic des armes qui engendrent la souffrance.

Ceci dit, ayant fixé au mois de juillet prochain la conférence nationale inter-libyenne, le groupe de contact de l'Union africaine et ses partenaires ont seulement moins de trois mois pour convaincre.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## VIE DES PARTIS

## Michel Mampouya élu coordonnateur de L'IDC

Au terme de sa session inaugurale tenue le 14 mars à Brazzaville, le Conseil national de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC) a mis en place de nouveaux dirigeants avec à leur tête le président du Parti pour la sauvegarde des valeurs républicaines (PSVR), Michel Mampouya.



Une vue des participants

Ouvrant les travaux, le coordonnateur général adjoint chargé de l'organisation, la mobilisation et la coordination des structures intermédiaires et de base de ce groupement politique de l'opposition, Jacques Banangadzala, a situé le contexte dans lequel s'est tenue la session marquée par la crise multidimensionnelle que connaît le pays, a-t-il indiqué. Ce dernier a, par ailleurs, félicité les participants à ces retrouvailles pour leur promptitude, prouvant ainsi le degré de détermination dans le combat pour la démocratie que le peuple congolais avait appelé de tous ses vœux lors de la Conférence nationale

souveraine de 1991. Il les a, ensuite, exhortés à demeurer rigoureux dans l'examen des documents soumis à leur approbation. Quant aux travaux en plénières, ceux-ci se sont focalisés sur la vérification des mandats qui a donné les résultats suivants. Inscrits 201, présents 174, excusés 10, absents 17. L'examen des documents concourant à l'avancement de l'organisation au nombre desquels, le règlement intérieur. Dans la suite de l'élection des membres de l'organisation, Charles Zacharie Bowao, absent de la session, a été élu coordonnateur général adjoint chargé des questions

stratégiques et de la gouvernance électorale; tandis que Jean-Baptiste Bouboutou Bemba s'est vu confier le poste de chargé de la communication, porte-parole de l'IDC. Quant à Mabio Mavoungou, il occupe la fonction de chargé des relations avec les autres partis politiques, associations et individualités. Il convient, cependant, de noter l'absence à ces assises du vice-président de l'IDC, René Serge Blanchard Oba. Dans leurs résolutions, les participants ont, une fois de plus, réaffirmé leur soutien à André Okombi Salissa qui demeure jusqu'aujourd'hui, le président de l'IDC.

*Jean Jacques Koubemba*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ingamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-  
donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -  
Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :  
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des  
services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon  
Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE  
(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial  
Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : [imp-bc@adiac-congo.com](mailto:imp-bc@adiac-congo.com)

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet  
Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -  
République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepêchesdebrazzaville.com](http://www.lesdepêchesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : [regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr)  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## DROITS DE L'HOMME ET ÉLECTIONS

## Un symposium sur la gouvernance démocratique

Le symposium sur la gouvernance démocratique organisé par le Conseil consultatif de la société civile des organisations non gouvernementales (CCSC-ONG), en collaboration avec la Coordination des réseaux et associations pour la gouvernance démocratique et électorale (Coraged), s'est tenu le 13 mars au siège de la maison de la société civile, à Brazzaville, sur le thème : « La gouvernance démocratique et électorale, quels défis pour les organisations de la société civile ? »



Le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile ouvrant le symposium (crédit photo/C. Luyangala)

À l'ouverture de ce symposium, le secrétaire permanent du (CCSC-ONG), Céphas Germain Ewangui, a partagé la pensée de Jean Jacques Rousseau, contenue dans son célèbre ouvrage Le Contrat social, qui dit : « ... S'il y avait un peuple de Dieu, il se gouvernerait démocratiquement. »

Il fait remarquer que la démocratie, de nos jours, s'est imposée à l'échelle planétaire, balayant au passage toute autre alternative de pensée politique si non presque.

Pour Céphas Germain Ewangui, c'est aux organisations de la société civile d'initier et de développer toutes les formes d'actions susceptibles d'amener les familles, les établissements scolaires et universitaires, les partis politiques et autres organisations sociales à devenir des laboratoires où s'exerce et se pratique la culture démocratique. Il s'est référé aux enseignements d'Emmanuel Kant qui soulignait,

entre autres, qu'« avant que la démocratie ne l'emporte dans la réalité, elle doit d'abord l'emporter dans les esprits. » Puis Larry Dumond de faire remarquer que : « La démocratie ne peut pas triompher dans un environnement où la culture démocratique n'est pas inscrite dans le corps social. »

## Six thèmes débattus

Les participants au symposium ont suivi des exposés portant sur : « Gouvernance démocratique : quels défis pour les organisations de la société civile ? » par Céphas Germain Ewangui, coordonnateur de la Coraged ; « Cadre législatif et réglementaire des élections en République du Congo », par Guy Clément Miebiama, doyen de la faculté de droit de l'Université Marien Ngouabi ; « Gouvernance électorale », par Modeste Mbossa, secrétaire général de la Coraged ; « Genre et

processus électoraux en République du Congo » par Jocelyne Milandou Kandza, présidente de l'association des femmes juristes du Congo ; « Observation et surveillance des élections, quels défis pour les organisations de la société civile ? » par Germain Loubota, universitaire ; et « Réseautage des organisations de la société civile : quels défis pour les structures oeuvrant dans le domaine de la gouvernance démocratique et électorale ? » par Simplicie Mounianga, coordonnateur pays de l'UAOD et modérateur. Ces exposés ont été modérés tour à tour par Daniel Zoula ; le Pr Akanis Maxime Akonakabia ; Mme Amaïcool Mpmbo ; et avant que n'interviennent les débats qui ont assurément éveillé les capacités des uns et des autres en vue de relever au mieux les défis qui interpellent les organisations de la société civile à l'orée de 2021.

Bruno Okokana

## AFFAIRE MAIRIE DE BRAZZAVILLE

## Christian Roger Okemba et ses présumés complices à la Maison d'arrêt

Récemment suspendu de ses fonctions pour « détournement présumé des fonds publics » dans la gestion de la ville, le maire de Brazzaville a été déféré le 13 mars à la Maison d'arrêt avec six de ses présumés complices, a-t-on appris.

Après avoir passé quelques jours en garde à vue à la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), Christian Roger Okemba va devoir répondre devant les juges. En effet, l'ancien maire de Brazzaville se trouve à la Maison d'arrêt en compagnie de ses présumés complices dont le directeur général du budget, Nicolas Okandzi.

Arrivé à la tête de la mairie de Brazzaville en 2017, Christian Roger Okemba est suspecté de détournement d'un milliard deux cent cinquante millions de francs CFA : un appui budgétaire du gouvernement destiné à la mairie qui serait versé dans un compte d'une structure privée, appartenant à sa fille.

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphyrin Mboulou, avait, au nom du gouvernement, ordonné le blocage du compte dans lequel a été ordonné le virement, domicilié à la Banque sino-congolaise pour l'Afrique (BSCA).

**« Cette situation appelle à des investigations des corps de contrôle de l'Etat, conformément aux règles de transparence régissant la gestion des finances publiques. Une procédure est en cours en vue d'obtenir une ordonnance des fonds »**

« Cette situation appelle à des investigations des corps de contrôle de l'Etat, conformément aux règles de transparence régissant la gestion des finances publiques. Une procédure est en cours en vue d'obtenir une ordonnance des fonds », précisait le courrier adressé au directeur général de la BSCA.

Notons que tout est parti d'une pétition signée par une soixantaine de conseillers municipaux pour dénoncer « la gabegie » et la gestion « opaque » des finances de la mairie de Brazzaville. Dans cette pétition, les élus locaux demandaient la « destitution » du maire, l'accusant d'avoir détourné des fonds destinés à réparer les routes et trottoirs de la capitale.

Parfait Wilfried Douniama

## LE FAIT DU JOUR

## Oyonfoula et son péage

La petite et plutôt paisible localité d'Oyonfoula, située sur la route nationale numéro 2, dans le département des Plateaux, à bonne distance de Ngo, chef-lieu du district éponyme dont elle dépend peut encore poser la barrière et continuer à alimenter sa petite sacoche à sou. Ses clients sont en effet chaque jour plus nombreux au regard du trafic toujours dense sur cette voie qui joint Brazzaville au Nord Congo sur un millier de kilomètres. Pour combien de temps encore ?, pourrait-on se demander. Pour le temps que prendra la réhabilitation complète de la Nationale dans sa partie la plus dégradée dont on ne peut se faire l'idée qu'en l'empruntant au départ de la capitale ou en y entrant.

Que les choses soient claires. La barrière dont il est question,

un frêle morceau de bambou de Chine d'environ deux mètres et demi, n'est pas posée en travers de la route. Il n'y a donc de ce point de vue pas entrave à la circulation routière et donc ses initiateurs ne risquent rien. La barrière se trouve en bordure des cases que franchissent, à l'intérieur du village, les véhicules qui se détournent du « droit chemin » par crainte de ne pas arriver à destination. L'état des crevasses au passage d'Oyonfoula est tel que ne s'y risquent, à leur corps défendant, que les gros autocars des compagnies de transport en commun qui desservent cet important axe routier.

Un petit poste à péage informel donc, sur lequel s'agglutinent des gosses tout aussi vigilants qu'entrepreneurs. À l'aide d'un vieux tonneau servant de piquet et de leur morceau de bambou de Chine, ils filtrent les passages

avec hardiesse, sous la supervision d'un entremetteur plus âgé à qui doit échoir la comptabilité de la besogne : aussitôt un premier client entretenu, aussitôt la barrière est levée et aussitôt remise en place pour dissuader d'éventuels resquilleurs. Le colloque se déroule sans agressivité on imagine pour ceux qui obéissent. S'ils ne montrent pas les dents avec ces derniers, ils peuvent par contre ne pas accepter qu'on détruise les abords de leurs modiques cases sans contrepartie. Parce que les traces laissées par les véhicules sont bien visibles.

Ne réclamez pas un ticket s'il vous plaît, vous ne l'aurez pas. Dans l'informel ce qui compte est de savoir négocier. Enfin, comme dans toute relation marchande, il y a de la place pour ceux qui savent lire dans le regard du partenaire. On doit payer entre 500 francs CFA et plus la bifurcation d'une cin-

quantaine(?) de mètres en fonction du type de véhicule. Cela est dit plus haut, les autobus et autres porte-conteneurs se contentent de braver les immenses trous remplis d'eau de boue pâteuse car le détour par le village paraît encore plus dangereux.

Le petit poste de péage informel de la petite et paisible localité d'Oyonfoula est en place depuis un petit temps tout de même. Quand il fut ouvert, on pense l'année dernière, il avait dû fermer après qu'une couche de gravier eut été posée par les services d'aménagement routier pour parer au plus pressé. Puis le naturel a repris ses droits et tous ses droits. L'abondance du trafic aidant, le gravier a simplement été emporté par les pneus des véhicules. Et le petit péage s'est réinstallé. Au petit bonheur de ses inventeurs ! Pour combien de temps encore ?

Gankama N'Siah

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## L'UE sensibilise les élèves aux premiers secours

La délégation de l'Union européenne (U.E) au Congo, en collaboration avec le ministère des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande ainsi que certaines structures comme la direction départementale de la police et la Croix-Rouge congolaise, s'est entretenue, le 14 mars avec les élèves du complexe scolaire Anne-Marie Javouhey, sur des questions liées à la prévention et aux comportements à adopter en cas d'accident.

C'est grâce à l'apport pratique des volontaires et spécialistes de la Croix-Rouge congolaise que les participants à cette matinée d'information ont appris les stratégies et attitudes à mettre en place aux fins de venir au secours d'une personne victime d'un accident de la circulation. « Nous avons appris beaucoup de choses concernant l'insécurité routière. Il y a certaines choses que nous devons éviter lorsque nous utilisons la route, tel que l'usage des écouteurs. En réalité, il faut être prudent. Devant une situation d'accident, nous devons mettre la victime dans un état de sécurité (allongé sur le dos) avant d'appeler des secours », a confirmé un élève après la séance pratique.

Les élèves présents ont profité de cette matinée d'échange pour être en contact avec les experts en la matière et obtenir quelques précisions concernant les maux qui minent la circulation routière en Afrique en général, et au Congo en particulier. Dans une atmosphère pédagogique, les orateurs de cette journée d'information et de sensibilisation, à savoir Fidel Dimou, ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Raul Mateus Paula, ambassadeur de l'U.E, Joachim Beijmo, représentant de l'ambassadeur de Suède (résidant à Kinshasa) et autres ont non seulement détaillé les mesures mises en place par le gouvernement mais aussi rappelé les erreurs à



éviter pendant l'usage de la route. Ces assises se sont, en effet, présentées comme une occasion de restitution des recommandations de la troisième conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière qui s'est déroulée du 19 au 20 février dernier à Stockholm, en Suède. Prenant la parole, l'ambassadeur de l'Union européenne a retracé avec précision, les causes principales des accidents de la route dans le monde. Selon Raul Mateus Paula, la majorité des accidents sont causés par l'inattention des conducteurs, piétons et

motocyclistes. Il estime que les mauvais états des routes et des camions, le stress et l'alcool sont également à l'origine de beaucoup d'accidents. « Les participants à la troisième conférence ministérielle avaient dressé un état des lieux des problématiques de sécurité et leurs conséquences. Ils ont aussi réfléchi à des solutions innovantes avec pour objectif de rendre plus sûrs les systèmes de transport, mais également plus durables et équitables », a-t-il signifié.

Il a, par ailleurs, rappelé qu'avec

Les autorités lors des échanges avec les élèves/Adiac

seulement 2% des voitures dans le monde, le continent africain est à l'origine de 16% des décès sur les routes et de 44% des décès de piétons et de cyclistes.

Le ministre Fidel Dimou a expliqué, pour sa part, que le Congo travaille pour réduire le plus tôt possible le nombre des accidents dus à la circulation routière. « La sécurité routière est l'affaire de tous. Personnellement j'ai vécu un cas d'accident dans mon entourage et je sais que c'est douloureux. Nous travaillons pour réduire le taux d'accident

mais pour ce faire, nous devons être prudents. Pour notre part, notre direction départementale pourra travailler avec la mairie afin d'installer des ralentisseurs aux alentours de certains établissements scolaires », a-t-il rassuré.

L'élève Berte Akouala, qui a lu la déclaration de la jeunesse pour la sécurité routière, s'est indignée du fait que la jeunesse du monde ne prend pas souvent part aux réunions de prises de décisions sur les accidents de circulation. « Nous, les jeunes du monde, demandons des routes qui ne briseront pas nos rêves, nous avons besoin de transports sûrs et une formation pour tous les usagers de la route. Arrêtez de nous blâmer et engagez-vous à nos côtés ».

Pour bien édifier ces élèves sur cette question, une table-ronde a été organisée, à la suite de laquelle des questions ont été posées. Aussi, des recommandations ont été prises, parmi lesquelles la mutualisation des efforts, la formation de différents acteurs de la route et l'intrusion dans le système éducatif, d'un programme lié à la circulation routière.

Notons que le choix du complexe scolaire Anne-Marie Javouhey n'est pas hasardeux, puisque cette école qui compte plus de deux mille sept élèves dispatchés dans les cycles primaire et secondaire, est située en pleine centre-ville de Brazzaville.

Rude Ngoma



## RESULTATS DE LA SELECTION D'UNE FIRME CHARGÉE DE LA REALISATION DE L'AUDIT EXTERNE COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET EAU ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT URBAIN POUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER 2019 AU 30 AVRIL 2021



### 1. Attributaire du marché

Nom: Cabinet ERNST & YOUNG (EY)  
Prix de l'offre (lu publiquement) : 15 200 000 FCFA TTC  
Prix de l'offre après évaluation : 12 783 852 FCFA HT  
Prix du contrat : 15 238 351 FCFA TTC

La mission porte sur trois (3) exercices de gestion allant du 1er janvier 2019 au 30 avril 2021.

### 2. Liste restreinte : Six(06) consultants :

- AFRIQUE Audit et Conseil (AAC) Mali
- COFIMA Bénin
- ERNST & YOUNG (EY) Congo
- FIDUCIAL EXPERTISE AK : Burkina Faso
- Groupement IAC / IA2C et PARTNERS : Côte d'Ivoire
- MAZARS : Cameroun

### 3. Scores techniques attribués à chaque consultant

Noms des consultants	Afrique Audit Conseil	COFIMA	ERNST & YOUNG	FIDUCIAL EXPERTISE AK	Groupement IAC/IA2C et Partners	MAZARS
<b>Critères</b>						
Expérience spécifique des consultants pour la mission	10	10	10	10	10	10
Conformité du plan de travail et de la Méthode proposée aux Termes de Référence	30	30	30	30	30	30
Qualifications Générales et compétences du personnel clé pour la mission	53,5	51,83	55	51,83	52,33	52,83
<b>Score total</b>	<b>93,5</b>	<b>91,83</b>	<b>95,00</b>	<b>91,83</b>	<b>92,33</b>	<b>92,83</b>
<b>Classement</b>	<b>2<sup>ème</sup></b>	<b>5<sup>ème</sup></b>	<b>1<sup>er</sup></b>	<b>5<sup>ème</sup></b>	<b>4<sup>ème</sup></b>	<b>3<sup>ème</sup></b>

Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue doit en faire la demande au plus tard le 23 mars 2020, à l'adresse ci-dessous : Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU) - Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2<sup>ème</sup> étage du siège du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier - Brazzaville - République du Congo - Tél : +(242) 05 556 87 87. Email : pedu\_congo@yahoo.fr

Fait à Brazzaville, le 10 mars 2020  
Le Coordonnateur du PEEDU,  
Maurice BOUOSSO./

### 4. Résultats combinés offres techniques et financières

No	Noms des consultants	Score technique pondéré	Score Financier pondéré	Score total	Classement
1	ERNST & YOUNG (EY), Immeuble MUCODEC de la gare-3 <sup>ème</sup> étage, Bd Denis SASSOU NGUESSO, BP 84 Tél : (+242) 06 6666661 / 055300350 Email : y.brazzaville@cg.ey.com Brazzaville	57,00	40,00	97,00	1 <sup>er</sup>
2	AFRIQUE AUDIT ET CONSEIL, Siège social Lafiabougou ACI, près du siège du Journal Indépendant Route de Sébékoré BP: 3026 Tél : +223 76 05 70 70 / 20 29 07 43 Email : sec@afriqueauditconseil.com	56,10	39,33	95,43	2 <sup>ème</sup>
3	Groupement IAC/IA2C ET PARTNERS, Siège social Angré 9 <sup>é</sup> Tranche, Star 14 Immeuble DJOGANA Tél : +225 22 50 23 59 06 BP: 6286 Abidjan 06 E-mail : secretariat@cabinet-iac.com	55,40	29,78	85,18	3 <sup>ème</sup>
4	FIDUCIAL EXPERTISE AK, 621, Avenue Houari Boumédiène 01 B.P: 4134 Ouagadougou 01 Tél : (00226) 25 30 85 07 / (00226) 25 33 12 04 E-mail : fiducialak@yahoo.fr ou fiducialak@fasonet.bf	55,10	25,61	80,70	4 <sup>ème</sup>
5	COFIMA, 03 BP 4001 Cotonou Bénin Tél : 00229 21380458 Email: cofima@cofimabenin.com/cofimabenin@yahoo.com	55,10	23,88	78,98	5 <sup>ème</sup>
6	MAZARS, Douala, Immeuble EX-AMACAM BP 3791 Yaoundé derrière immeuble CNPS Tél : (+237) 675 29 12 53/656 87 63 03 Email : Fidèle.MMANDO@mazars.cm	55,70	16,01	71,71	6 <sup>ème</sup>

### 5. Montants après évaluation

Soumissionnaires	Prix de l'offre lu publiquement	Prix de l'offre après évaluation
ERNST & YOUNG (EY)	15 200 000 FCFA TTC	12 783 852 FCFA HT
AFRIQUE AUDIT ET CONSEIL	13 000 000 FCFA HT	13 000 000 FCFA HT
Groupement IAC/IA2C ET PARTNERS	17 170 000 FCFA HT	17 170 000 FCFA HT
FIDUCIAL EXPERTISE AK	23 764 300 FCFA TTC	19 970 000 FCFA HT
COFIMA	21 410 000 FCFA HT	21 410 000 FCFA HT
MAZARS	37 970 000 FCFA TTC	31 934 398 FCFA HT

## FINANCES PUBLIQUES

## Des agents et cadres formés sur les normes internationales d'audit révisées

Afin de garantir la transparence et la bonne gouvernance des finances publiques, la coordination du Projet de réformes intégrées du secteur public (Prisp) a organisé, à l'endroit des cadres et agents de la Cour des comptes et de discipline budgétaire, un atelier de formation visant à renforcer leurs compétences opérationnelles et professionnelles.

Pendant soixante jours, les bénéficiaires vont être édifiés sur l'importance des normes Internationales des finances publiques (Issai) ainsi que les changements découlant de leur révision, les conséquences de ces changements sur la manière de mener les contrôles et les audits structurés par la Cour des comptes et de discipline budgétaire. Ils ont également pris connaissance des normes en cours de révision.

« Dans la forme et le fond de cette formation sur les Issai révisées, grâce à notre assiduité et à notre participation active aux travaux durant ces soixante, notre institution dispose ainsi d'un atout supplémentaire pour mener à bien les missions qui lui sont assignées », a fait savoir Charles Emile Appesse, premier président de la cour des comptes et de discipline budgétaire.

L'objectif de cet atelier était d'améliorer le niveau de connaissances des différents agents et cadres en vue de développer en eux les compétences indispensables à la réalisation des activités essentielles pour la performance individuelle et collective, notamment à travers la formation sur Issai. « Quand nous parlons des normes Issai nous faisons allusion aux notions élémentaires du métier. Ces normes ont été révisées et élaborées. Notre



mission consiste donc à garantir, au niveau du contrôle, à la cour des comptes, la transparence et la bonne gestion des données publiques », a expliqué le point focal du Prisp, Abialo Benjamin.

D'après lui, les techniques d'enseignement adoptées par le formateur ont favorisé un meilleur apprentissage. La session de formation a donc permis le recyclage de connaissances des participants. Elle a, par la même occasion, rehaussé les habilités professionnelles des seminaristes.

L'expert-comptable et formateur, Samuelson Lukimuena, a, quant à lui, signifié que durant ces jours de formation, il a été question de transmettre aux participants les enseignements sur le réajustement de ces normes. « En effet, nous sommes

Remise des attestations aux participants/Adiac passés de l'ancien cadre qui avait quatre niveaux vers le nouveau cadre représentant trois activités, notamment les principes, normes et les guides. Ces outils ont été mis à la disposition du corps de contrôle de l'Etat, des cadres et agents de la Cour des comptes afin de leur permettre de planifier, d'exécuter et de mener à bien les missions d'audits sur le terrain en vue de produire des rapports conformément aux normes Issai », a-t-il indiqué.

Notons que ledit atelier a été organisé avec l'appui technique de la Banque mondiale (BM) à travers le Prisp. Cofinancé par le Congo et la BM, le Prisp a pour objectif de moderniser la gestion de l'administration publique.

Gloria Imelda Lossele

## SERVICES SOCIAUX DE BASE

## Validation du document de stratégie de communication

Le rapport de l'enquête menée dans les villes notamment de Brazzaville, Owando et Ouesso sur les déterminants communicationnels de l'accès et de l'utilisation des services sociaux de base a été validé le 12 mars, à Brazzaville, à l'issue d'un atelier.

Le document a été amendé après un échange entre les participants lors d'un atelier ouvert par le directeur de cabinet du ministre de la Communication et des médias, Antoine Oviebo Ethai.

L'étude s'inscrivait dans le cadre du projet « communication pour le développement », initié par le ministère de la Communication et des médias en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), a expliqué le directeur de cabinet.

L'accès et l'utilisation des services sociaux (l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire ainsi que l'eau et l'assainissement) sont relativement faibles au Congo, a-t-il précisé, ajoutant que plus de 46% de la population notamment les enfants et les femmes en milieu rural en sont affectés. « La demande sociale exprimée par cette couche de la population est faible, et pas suffisante à la hauteur de leurs attentes, du fait d'une part de la méconnaissance de leurs droits et d'autre part des services sociaux de base disponibles. Ce manque d'informations constitue un frein au développement », a déclaré Antoine Oviebo Ethai.

Le consultant à l'Unicef, Julien Mbambi, a, pour sa part, présenté le document après une analyse quantitative et qualitative de l'équipe sur la

problématique de l'accès et de l'utilisation de services sociaux de base par la population.

L'objectif, a-t-il indiqué, a été de connaître les principaux déterminants communicationnels de l'accès et de l'utilisation des services sociaux de base afin de fournir des éléments de base pour l'élaboration des stratégies de communication qui peuvent réduire le déficit.

L'enquête, poursuit-il, avait pour autres objectifs d'identifier le niveau de la demande de ses services sociaux de base par la population des localités concernées, d'analyser les influences des médias et d'autres canaux de communication.

Il a, par ailleurs, souligné que le constat fait au sein des ménages a montré la faible utilisation des services sociaux de base, le coût élevé des médicaments ainsi que le mauvais accueil dans les centres hospitaliers, des services d'hygiène, d'assainissement ainsi que des services de protection des enfants. Selon lui, cette faiblesse est due au manque d'informations.

Au terme de sa présentation, Julien Mbambi a émis le souhait de développer la collaboration interministérielle, intensifier la communication pour amener la population à être plus informée sur le déficit des services sociaux de base au Congo.

Lydie Gisèle Oko

BANQUE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE CENTRALE



REPUBLIQUE DU CONGO  
Siege Social et Direction Nationale  
BRAZZAVILLE

☎ 22.281.81.50 - 05.547.80.23 - 06.965.65.16  
✉ : B.P. 126 - beacbz@beac.int  
Fax VSAT : 7082

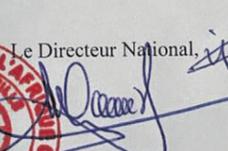
## COMMUNIQUE

La Direction Nationale de la BEAC porte à la connaissance des commerçants, comités des marchés, pharmaciens et stations-services qu'elle organise à compter du lundi 16 mars 2020, une opération exceptionnelle d'échange des billets contre les pièces de monnaies de : 500 F CFA, 100 F CFA, 50 F CFA, 25 F CFA, 10 F CFA, 5 F CFA, 2 F CFA et 1 F CFA.

-Les opérateurs économiques précités sont priés de passer aux guichets de la BEAC tous les lundis, mercredis et jeudis de 8 h 15 à 12 h30.

-Leur attention est attirée sur le fait que les pièces de monnaie mises en circulation dans la CEMAC, sont destinées à des fins de transactions économiques et financières et non à être utilisées comme jetons dans les machines à sous des salles de jeux de hasard.

Fait à Brazzaville, le 11 mars 2020

Le Directeur National,  
  
Michel DZOMBALA

## GENRE

## Les femmes de Averda sensibilisées à l'autonomisation

L'entreprise spécialisée dans la gestion des déchets a organisé, le 13 mars à Brazzaville, une série d'échanges en vue d'un partage d'expérience entre sa gent féminine et d'autres femmes qui excellent dans différents domaines pour leur automatisation.

La société Averda a réuni les femmes qui évoluent en son sein pour célébrer, en différé, la Journée internationale de la femme sur le thème : « Nous sommes Averda, nous sommes égaux ». La problématique de la promotion et de l'autonomisation

**« A Averda, nous ne faisons pas de différence entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le travail. Autant il y a des hommes conducteurs de poids autant il y a des femmes qui font le même travail »**



Les femmes travaillant à Averda lors de la célébration du 8 mars en différé

des femmes a été au cœur des échanges dans le but de faire le point de la lutte menée pour y parvenir et de nombreux défis qui restent à relever.

Dans la phase d'exposés, en vue du partage d'expérience, Basilde Massamba, promotrice de Consulting mécanique, a inspiré plusieurs femmes de Averda. Avant de mettre en place

sa propre structure qui propose des services dans le domaine de l'automobile, Basilde Massamba a commencé par la vente des jouets et de friperie au marché Total à Bacongo. « Aujourd'hui avec Consulting mécanique, je fais l'entretien des véhicules de n'importe quel type de moteurs : diesel ou à essence », a-t-elle confié en appelant les

femmes à ne pas croiser les bras en attendant d'autres personnes mener le combat de l'autonomisation à sa place.

Conceptrice de projets au sein du Club jeunesse, infrastructures et développement, Patricia Kinana œuvre dans l'encadrement professionnel des jeunes filles désœuvrées. Au cours de cette rencontre organi-

sée par la société Averda, elle a présenté les femmes qui l'accompagnent dans ce combat, notamment Pierrette Nsondé, spécialisée dans la fabrication des meubles.

Après les échanges, les femmes de Averda ont participé à un atelier de création artistique pour leur permettre de créer des œuvres d'art décoratif, entre autres. « A Averda, nous ne faisons pas de différence entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le travail.

Autant il y a des hommes conducteurs de poids autant il y a des femmes qui font le même travail », a expliqué la coordonnatrice du projet Averda au Congo, Sirine Chehaidi, en précisant que l'entreprise continuera de faire de son mieux pour répondre aux attentes des populations dans le traitement des déchets.

Rominique Makaya

## MOUVEMENT MUTUALISTE

## Vers la création du Réseau international des femmes solidaires

Réunies le 4 mars dernier à Abidjan, en Côte d'Ivoire, à l'occasion de la deuxième édition de la Journée internationale de la femme mutualiste (JIFM), les dirigeantes élues et salariées de mutuelles du nord et du sud ont pris un certain nombre de décisions dont la création d'un Réseau international des femmes solidaires (Rifes).

Le Rifes sera une plateforme d'échanges exclusivement réservée aux femmes dirigeantes des structures évoluant dans le secteur de la santé solidaire et la protection sociale. Afin de permettre à ce futur réseau de vivre pleinement et d'atteindre ses objectifs que sont le partage d'expériences et de bonnes pratiques, des outils digitaux ont été spécialement développés. L'objectif étant de favoriser et faciliter les échanges entre femmes. Il s'agit notamment d'un site Internet interactif [www.rifes.net](http://www.rifes.net) et d'une application mobile dénommés RIFES. Au terme des échanges, les participantes se sont également accordées sur la proposition des sessions de formation afin de renforcer les capacités des femmes mutualistes ; la réalisation d'une base de données contenant des supports utiles pour l'implication des femmes dans la gouvernance des mutuelles. Elles ont aussi décidé de la diffusion régulière des informations permettant de maintenir un lien et une mobilisation constante et la tenue de la prochaine JIFM en 2021. Placée sur le thème : « Pré-

sence des femmes aux postes de décisions dans les mutuelles de santé, un atout pour le déve-

loppement mutualiste africain », la JIFM 2020 a réuni plus de 120 dirigeantes des structures



Adolphine Okinga Lekaka Assa DR

loppement mutualiste africain », la JIFM 2020 a réuni plus de 120 dirigeantes des structures

ter les bases d'une réflexion sur un objectif plus structurant, précisément la validation d'un

ensemble d'outils et d'activités qui permettra, sur le plan local et international, de développer de nouvelles synergies.

Le Congo, qui a participé pour la première fois à cette rencontre annuelle, a été représenté par la secrétaire chargée des affaires sociales de la Mutuelle des travailleurs des douanes « Mutrado », Adolphine Okinga Lekaka Assa. Invitée par le président du Programme d'appui aux stratégies sociales (PASS), grâce à la visibilité des actions que mène la Mutrado, la Congolaise entend capitaliser sur l'expérience de la Côte d'Ivoire en matière de couverture de santé. « Nous sommes dans la dynamique de lancer une organisation qui va dans ce sens. Il nous faut intégrer les mutuelles de santé dans le pays parce qu'au Congo, nous nous intéressons souvent à la dimension entraide dans les associations, la couverture santé n'existe pas. En Côte d'Ivoire, les femmes ont obtenu en deux ans ce que les hommes ont pu obtenir en dix ans », a indiqué Adolphine Okinga Lekaka Assa. Célébrée le 4 mars de chaque

année, la JIFM est l'occasion de promouvoir et de mettre en valeur l'engagement des femmes dans le secteur de la mutuelle. Cette initiative du PASS et ses partenaires, considérée comme un forum d'échanges, fait suite au constat selon lequel en Afrique, les femmes ont une approche très pragmatique dans la mise en place et l'animation des actions solidaires. Elles y jouent un rôle important mais la proportion des femmes occupant des postes de responsabilité dans les organisations du secteur de la santé solidaire reste encore faible. Pour ce faire, la JIFM se présente comme un espace de promotion de leurs contributions à l'échelle mondiale, régionale et locale.

Notons que pour se rendre compte de la réalité ivoirienne, les participantes ont visité quelques structures mutualistes parmi lesquelles l'Agence ivoirienne de régulation de la mutuelle sociale (AIMS) ; la Mutuelle des agents des impôts de Côte d'Ivoire et le centre national de la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Parfait Wilfried Douniama

## CORONAVIRUS

## Xi Jinping énonce des directives de lutte contre l'épidémie

**Le président chinois a donné, à l'issue de sa visite le 10 mars à Wuhan, foyer de l'épidémie de coronavirus, des directives fermes à suivre pour enrayer le COVID-19.**

Avec ses 1,4 milliard d'habitants, la Chine, pays le plus peuplé du monde, est parvenue à maîtriser et à contrôler l'épidémie en seulement deux mois. Un progrès retentissant qui témoigne de la conjugaison des efforts du sommet à la base.

« Ceci illustre le principe de primauté sur la vie et la santé du peuple, préconisé par le Parti communiste chinois en matière de lutte contre l'épidémie. Grâce aux instructions de ce parti, la population chinoise est sollicitée dans le cadre des efforts tendant à lutter fermement contre la propagation du virus », a commenté A. Ostrovsky, vice-directeur de l'Institut de recherches sur l'Extrême-Orient de l'Académie des sciences de Russie.

La prévention et le contrôle de l'épidémie sont le miroir de la gouvernance du pays. A travers ses actions concrètes, Xi Jinping interprète le concept d'administration du PCC qui consiste à « mettre l'homme au centre de ses préoccupations ». A Wuhan où il a rendu visite au personnel médical à l'Hôpital Huoshenshan, le président chinois a encouragé les malades actuellement sous traitement et leur a souhaité une prompte guérison. De même, il a rencontré des agents et volontaires des communautés locales et salué la contribution des populations du Hubei dans la lutte contre cette pandémie.

Au cours d'une vidéoconférence, en présence des officiels de cette province Hubei, Xi Jinping a pris des dispositions dans six domaines en vue de poursuivre la lutte contre l'épidémie en plaçant en première ligne la prévention, le renforcement et le soutien des villes et départements dont les capacités sanitaires sont encore faibles.

Invitant à comprendre et à tolérer les émotions des populations se trouvant dans les zones gravement touchées par l'épidémie, le président Xi entend mettre un accent sur l'adoption des mesures différenciées destinées à la reprise de production en temps opportun. De plus, il a martelé sur la construction de la ligne de défense à l'égard de systèmes, en vue de protéger la vie et la santé. A l'échelle mondiale, le coronavirus continue de se propager à l'échelle internationale, ce qui préoccupe l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) du fait de l'impréparation dont font preuve certains pays, dans le cadre des réponses à donner à cette crise épidémique. A l'instar des Etats-Unis l'on a enregistré, en peu de temps, plus de 1 000 cas confirmés et 31 décès.

La communauté internationale est de plus en plus consciente que l'épidémie de COVID-19 constitue un grand challenge par rapport aux capacités de gouvernance de beaucoup de pays du monde. Pour ce qui est de la Chine, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a salué le fait que le président Xi soit personnellement aux commandes des mesures de prévention et de contrôle de l'épidémie.

« La mobilisation générale au moment où le contrôle de l'épidémie donne des premiers signes de victoire est de rigueur », a déclaré le président chinois lors de sa visite à Wuhan.

Source China Media Group

## L'Europe prend des mesures pour éviter la propagation

**Jusqu'au 14 mars, le continent européen compte plus de vingt-neuf mille cas confirmés, mille deux cents décès. Tous les pays prennent des mesures pour éviter la propagation de la maladie. Tour d'horizon des décisions prises par les autorités.**

La France dénombre plus de trois mille six cents cas et soixante dix-neuf morts. Après la décision annoncée par le président Français, Emmanuel Macron, de fermer les écoles en France, la Première ministre belge a également annoncé une telle mesure pour endiguer la propagation du coronavirus. Le Portugal également.

L'Italie a enregistré jeudi son millième mort. Entre cinq mille et dix mille personnes sont probablement infectées au Royaume-Uni où seulement cinq cent quatre-vingt-dix cas sont recensés, selon le gouvernement.

Le nombre de cas a explosé en Espagne. Dans un pays où le football est le sport roi, la Ligue espagnole de football a annoncé la suspension au minimum des deux prochaines journées du championnat tandis que le Real Madrid, l'un des clubs les plus célèbres au monde, a été placé en quarantaine. Plusieurs régions, dont Madrid, la Catalogne, le Pays basque, la Galice et la Murcie ont annoncé la fermeture des écoles.

En Italie, c'est le confinement généralisé. À Rome, toutes les églises ont fermé leurs portes aux fidèles jusqu'au 3 avril. Pour montrer concrètement la solidarité de l'Église, le pape François a demandé aux prêtres d'avoir le courage de sortir et d'aller visiter les malades, d'accompagner le personnel médical et les bénévoles.

En Belgique, les écoles et autres lieux de convivialité ont fermé, de même qu'en Autriche où les stations de ski, écoles, cafés, restaurants, discothèques sont fermés, et tous

les rassemblements annulés, peu importe leur taille. La fermeture des écoles, au niveau national, sera effective à compter du week-end prochain jusqu'au vendredi 3 avril inclus. En Allemagne, les régions ont décidé elles-mêmes de fermer des écoles. La pression s'accroît pour que le pays emboîte le pas à ses voisins européens, afin de ralentir la propagation du virus. La ville de Berlin prévoit pour sa part de fermer progressivement ses maternelles et ses écoles la semaine prochaine, tandis que le service sera réduit au strict minimum dans les transports publics.

## Les autres pays européens...

Au Portugal, écoles et boîtes de nuit restent fermées jusqu'à Pâques, a décidé le gouvernement. Les principales universités portugaises avaient déjà suspendu les cours à quelque trois cent soixante-dix mille étudiants. En Irlande, les écoles, les événements en salle de plus de cent personnes ont été annulés, tout comme les événements en plein air avec plus de cinq cent personnes.

Les gouvernements tchèque et slovaque ont annoncé la fermeture quasi totale des frontières aux étrangers, pour se protéger contre le coronavirus, dans un contexte de restrictions radicales dans la vie publique à travers l'Europe centrale. L'Estonie a introduit en fin de journée l'état d'urgence qui doit se prolonger jusqu'au 1er mai. La Lettonie aussi a décrété un état d'urgence d'un mois. En Hongrie, les célébrations de la fête nationale ont été annulées. Le

gouvernement de Victor Orban a déclaré l'état d'urgence.

Depuis le 11 mars, toutes les liaisons aériennes, ferroviaires et par bus avec ces quatre pays ont été annulées. Le gouvernement a mis en place les contrôles renforcés aux frontières terrestres avec l'Autriche et la Slovaquie du fait de leur frontière avec l'Italie. Toutes les cérémonies prévues pour la Fête nationale hongroise du 15 mars sont annulées.

En Pologne, tout comme chez les voisins tchèque, slovaque et baltes, les établissements d'enseignement ont été fermés temporairement. Les rassemblements publics, les événements sportifs et culturels, ont été interdits ou sévèrement limités. Alors que Varsovie a annoncé le premier décès lié au coronavirus (une personne de 57 ans), des questions commencent à monter dans le pays lié à l'organisation de l'élection présidentielle prévue en mai.

L'épidémie poursuit sa progression inexorable, bouleversant la vie quotidienne des populations. Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) a averti d'un risque élevé de voir le système de santé dans l'UE et au Royaume-Uni être débordé par l'épidémie.

Dans le cadre des mesures visant à limiter l'impact de la pandémie de coronavirus sur les économies des pays membres, l'Union européenne va mettre en place un fonds de trente-sept milliards d'euros, a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Yvette Reine Nzaba

## Des ressortissants chinois se disent victimes de la stigmatisation

**Le développement de l'actualité sur l'épidémie de coronavirus en République populaire de Chine a été évoqué, le 12 mars à Brazzaville, lors d'un échange entre le président de l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (ACAP), Vital Balla, et le représentant de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger au Congo, Nie Tieli.**

L'épidémie de coronavirus, déclarée en début d'année dans la ville de Wuhan, en République populaire de Chine, est devenue en quelques mois une urgence de santé publique. Selon Nie Tieli, le gouvernement chinois est en train de se donner corps et âme pour arrêter ce drame. « On a pu déjà la contenir, et elle finira par être anéantie. Les quelques cas enregistrés ne sont pas d'origine chinoise. Un Chinois n'est pas une ombre pour causer la peur, l'inquiétude et la désolation », a-t-il dénoncé, rassurant que son pays veille nuit et jour pour trouver des méthodes et médicaments afin d'arrêter la propagation du virus qui met à mal la vie des personnes.

Le président de l'ACAP a, pour sa part, rappelé que la mission principale de cette association est l'amitié avec tous les peuples du monde sans frontière. « Par rapport à votre exposé, l'ACAP va instruire



Les deux parties au sortir de la rencontre DR

**«...Les quelques cas enregistrés ne sont pas d'origine chinoise. Un Chinois n'est pas une ombre pour causer la peur, l'inquiétude et la désolation »**

les populations de la planète. Le sujet chinois est une lumière qui attire et non une ombre qui repousse », a assuré Vital Balla, rappelant que tous les moyens de communication associés guideront son message consistant à reconsidérer sans recule et sans peur le Chinois qui est capable de mettre fin à cette phobie créée par le virus.

Le directeur général de la société Beijing construction Engineering Group (BCEG), Nie Tieli, et son assistante, Ming Ming, ont également présenté à l'ACAP leurs réalisations en terre congolaise. En effet, en 21 ans de présence, cette entreprise a, entre autres, construit les Tours jumelles de Mpila, la préfecture de Brazzaville, les casernes militaires, les deux cents logements modernes à Mpila, la réfection du Palais de Parlement ainsi que la construction de la préfecture du Kouilou.

Parfait Wilfried Douniama

## CORONAVIRUS

## Le bilan reste faible en Afrique

Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait averti, en février dernier, que les systèmes de santé africains étaient mal équipés pour affronter l'épidémie, le bilan du Covid-19 reste très faible en Afrique, où la quasi-totalité des cas actuellement détectés sont des cas d'importation.

L'Afrique compte une centaine de cas de coronavirus répartis dans plusieurs pays, mais bien loin des bilans de la Chine, l'Italie ou encore la France et autres pays européens. Pour le moment, quinze pays sur cinquante quatre ont annoncé des cas de coronavirus et au moins cinq décès sont à déplorer. L'Algérie a déjà enregistré ses deux premiers décès. Le premier, un homme de 67 ans, souffrant d'une cardiopathie. La deuxième victime est un homme de 55 ans, venu de France, dans la région de Skikda (est du pays). Au Maroc, le ministère de la santé a déclaré que le pays avait enregistré son premier décès lié au nouveau coronavirus, une femme de 89 ans qui souffrait de problèmes de santé chroniques. Les autorités ont imposé des restrictions aux événements sportifs et culturels, notamment la fermeture des stades au public. En Tunisie, un seul cas est confirmé: un Tunisien travaillant en Italie, d'où il était rentré par bateau. Les autorités ont appelé à reporter les manifestations culturelles. A ce jour, l'Égypte a enregistré cinquante neuf infections et le décès d'un touriste allemand de soixante

ans. Le tout premier cas de coronavirus annoncé par l'Égypte le 14 février, un ressortissant chinois, avait lui aussi été testé positif, avant qu'un nouveau test ne le déclare négatif.

En République démocratique du Congo, un premier cas confirmé a été diagnostiqué. Il s'agit d'un homme de cinquante deux ans de nationalité congolaise résidant en France. En ce moment, son état est stable, il est isolé et suit des soins appropriés dans une structure sanitaire. L'Afrique du Sud a annoncé le 12 mars avoir identifié un premier cas du coronavirus sur son territoire, un homme de trente-huit ans qui a récemment séjourné en Italie. Actuellement hospitalisé, le patient est à l'isolement.

Un seul cas est pour l'instant à déplorer au Gabon. Il s'agit d'un Gabonais âgé de 27 ans revenant de Bordeaux, en France. Un premier cas d'infection par le nouveau coronavirus a été détecté en Guinée, sur une Belge arrivée récemment dans ce pays, selon le ministre guinéen de la Santé. Au Togo, un premier cas a été identifié. Il s'agit d'une patiente de 42 ans résidant

à Lomé avec sa famille. Le gouvernement ivoirien a annoncé un premier cas de nouveau coronavirus en Côte d'Ivoire, un homme ayant séjourné en Italie. Il s'agit d'un homme de 45 ans de nationalité ivoirienne. Deux premiers cas de coronavirus ont aussi été détectés au Burkina Faso, chez un couple burkinabè rentré fin février de France, a annoncé la ministre de la Santé, Claudine Lougué.

Cinq contaminations sont à déclarer au Sénégal. L'un des nouveaux cas concerne une femme de 68 ans, épouse d'un patient de 80 ans testé positif. Résidant en France, elle est arrivée au Sénégal fin février avec son mari. Le second est celui d'une Anglaise de 33 ans, venue de Londres et arrivée à Dakar le 24 février. Deux premiers cas de coronavirus avaient été annoncés, sur deux Français. Le dernier patient est un Sénégalais résidant en Italie, rentré au pays le 6 mars. Il a consulté au lendemain de l'apparition des premiers symptômes, puis a été isolé. A ce jour, deux ont été déclarés guéris.

Au Cameroun, deux cas ont été confirmés, a annoncé le ministre de la Santé, précisant que les

malades sont un Français et une Camerounaise qui avait été en contact avec lui. Deux cas de coronavirus ont été recensés au Ghana, ont annoncé les autorités sanitaires, précisant que les personnes contaminées arrivaient de Norvège et de Turquie, qu'elles étaient dans un «état stable» et que la situation était «sous contrôle».

**« Il est important qu'on prenne au sérieux cette menace »**

Pour l'heure, l'Afrique est le seul continent épargné, mais les représentants locaux de l'OMS jugent «impensable» qu'elle le reste. L'Afrique reste peu touchée par la pandémie de coronavirus, mais la situation peut changer à tout moment, prévient le docteur Michel Yao, responsable des opérations de réponse aux urgences sanitaires en Afrique de l'OMS. Ce dernier a dressé un bilan de la propagation du coronavirus sur le continent et met en garde, car si le nombre de cas se multiplie il est possible «d'avoir une très forte létalité et une difficulté énorme pour les services actuels de traiter ces cas».

En Afrique, la situation semble être sous contrôle, mais le docteur Yao assure que tout peut changer brusquement. D'après lui, «le risque est très élevé suivant les localisations mondiales, et avec les connexions que nous avons, les cas sporadiques qui arrivent à ce stade-ci pour l'Afrique nous sommes toujours dans la stratégie de confinement. C'est-à-dire s'assurer qu'à partir d'un seul cas on peut éviter la propagation».

S'agissant du traitement des cas en Europe et sur le continent africain, Michel Yao a souligné que la différence se trouvait dans «les équipements pour faire ce traitement, surtout dans la plupart des régions africaines».

Selon lui, il n'y a aucun autre pays qui soit à l'abri. Le manque de solidarité et de coopération sur le contrôle de la propagation du Covid-19 entre les continents est palpable, et Michel Yao rappelle l'importance des actions communes, car s'il y a «des cas qui persistent dans un des pays, il n'y a aucun autre pays qui sera à l'abri».

**Yvette Reine Nzaba**



**LE RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL BRAZZAVILLE RECRUTE :**

1 Assistant(e) de direction H/F bilingue Français/Anglais

**DEFINITION DES TACHES**

Vos missions principales sont les suivantes :

- Gérer l'organisation des activités du Directeur Général, en étant l'interface entre celui-ci et ses interlocuteurs
- Organiser ses rendez-vous, ses voyages et ses réunions
- Rédiger et mettre en forme des courriers, rapports, tableaux, présentations
- Rédiger des comptes rendus en français et en anglais
- Réaliser des traductions
- Organiser des événements internes et externes
- Assurer une bonne circulation de l'information au sein de l'entreprise.

Cette liste des tâches n'est pas limitative.

**PROFIL RECHERCHE**

De formation supérieure de type BTS Assistant de direction, vous justifiez d'une expérience de minimum 5 ans sur un poste dans un environnement haut de gamme, international et exigeant. Vous maîtrisez parfaitement le Pack Office et notamment les fonctions avancées de Word, Excel et Powerpoint. Vous avez une parfaite maîtrise du français et un niveau d'anglais bilingue car vous l'utiliserez au quotidien sur votre poste.

Nous recherchons une personne organisée, polyvalente et proactive. Vous avez le sens des priorités et savez gérer le stress et travailler dans l'urgence. Vos capacités relationnelles et votre parfaite expression orale et écrite vous permettent de communiquer aisément avec vos interlocuteurs. Dynamisme, flexibilité et rigueur seront vos meilleurs atouts pour réussir à ce poste.

Vous êtes intéressé par cette offre, envoyez-nous votre CV et une lettre de motivation avant le 20/03/2020 par mail à drh.brazzaville@radissonblu.com

## COMMUNIQUÉ FINAL DE LA RÉUNION DU GROUPE DE CONTACT DE L'UNION AFRICAINE SUR LA LIBYE TENUE À OYO, REPUBLIQUE DU CONGO, DU 11 AU 12 MARS 2020

1. À l'invitation du président de la République du Congo et président du Comité de Haut niveau de l'UA sur la Libye, son Excellence Denis Sassou N'Guesso, les membres du Groupe de contact du Comité de Haut niveau sur la Libye, à savoir les présidents: - S.E. Cyril Ramaphosa, président de la République d'Afrique du Sud et président en exercice de l'UA, S.E. Idriss Deby Itno, président de la République du Tchad, Monsieur Abdelaziz Djerad, Premier ministre de la République algérienne démocratique et populaire, et Monsieur Sedki Sobhi, assistant du président de la République Arabe d'Égypte en charge de la défense, se sont réunis à Oyo, en République du Congo, pour discuter de la situation en Libye et des progrès relatifs à la préparation de la Conférence de réconciliation inter-libyenne.

2. Le président de la Commission de l'Union africaine, S.E. Moussa Faki Mahamat, le Commissaire à la paix et à la sécurité, S.E. Smail Chergui, le Haut représentant de l'Union africaine pour faire taire les armes, S.E. Ramtane Lamamra, ont participé à la réunion. Madame Maria Luiza Ribeiro Viotti, chef de cabinet du secrétaire général des Nations unies et Madame Hanna Tetteh, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies et chef du Bureau des Nations unies auprès de l'Union africaine et Madame Stephanie T. Williams, représentante-adjointe du secrétaire général des Nations unies pour la Libye y ont également pris part.

3. Les membres du Groupe de contact ont exprimé leur profonde préoccupation face

à la détérioration continue de la situation sécuritaire, humanitaire et économique en Libye et ont lancé un appel au Conseil de sécurité des Nations unies à assumer sa responsabilité entière d'amener d'urgence toutes les parties prenantes à la crise libyenne à cesser les violations de sa propre résolution « 2510 » portant sur l'embargo sur les armes et les terroristes et à respecter les Conclusions et les engagements de la Conférence de Berlin.

4. Le Groupe de contact a rappelé les décisions de la Conférence de l'UA sur la Libye, adoptées lors de la 33e session de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA, tenue les 9 et 10 février 2020, conformément aux conclusions de la Conférence de Berlin qui mandate l'Union africaine d'organiser la Conférence de Réconciliation inter-libyenne.

5. Le Groupe de contact s'est penché sur les modalités pratiques de la tenue de la Conférence de réconciliation nationale inter-libyenne, tenant compte des principes d'inclusivité et de représentativité permettant à l'ensemble de la société libyenne d'y prendre part conformément à la feuille de route, les termes de référence de la

Commission Préparatoire et du Comité de facilitation, l'identification des participants et le budget prévisionnel.

6. Le Groupe de Contact a décidé de tenir la Conférence nationale inter-libyenne, au mois de juillet 2020 à Addis-Abeba, Éthiopie, conformément à la décision de la Conférence des chefs d'État et de gouver-

nement de l'Union africaine en 2018.

7. Le Groupe de Contact a examiné l'état de mise en œuvre des conclusions de la Conférence de Berlin, de manière inclusive, y compris l'instauration et le respect d'un cessez-le-feu général sur tout le territoire de la Libye, ainsi que le dialogue politique et les questions économiques et militaires. Le Groupe de contact a réaffirmé la détermination de l'UA de travailler étroitement et efficacement avec l'ONU pour la réalisation de progrès significatifs dans les plus brefs délais.

8. Le Groupe de contact renouvelle sa ferme condamnation de l'ingérence extérieure, de la violation de l'embargo sur les armes, la présence, l'envoi et l'utilisation des combattants extérieurs en territoire libyen. En outre, le Groupe de contact condamne sans équivoque la poursuite de telles ingérences essentiellement motivées par les intérêts nationaux et le pillage des ressources naturelles libyennes.

9. À cette fin, le Groupe de contact a rappelé le cadre du partenariat pour la paix et la sécurité UA-ONU, en s'assurant de la mutualisation des efforts et de leur complémentarité. Il se félicite de l'offre du secrétaire général des Nations unies d'abriter la mission de l'Union africaine au sein de la MANUL (Mission d'Appui des Nations unies en Libye) conformément à ses engagements, qui consistent également

à associer l'Union africaine aux réunions du Forum politique libyen, y compris celles des sous-comités issus du Processus de

Berlin.

10. Le Groupe de contact a réaffirmé sa solidarité avec le peuple libyen et son ferme attachement à l'intégrité territoriale, à l'unité et à l'indépendance de la Libye.

11. Le Groupe de contact a souligné la nécessité d'une forte collaboration avec les pays voisins et a salué le travail déjà accompli par le Groupe de travail UA-ONU-UE pour secourir les migrants retenus en Libye et s'est félicité de sa décision d'élargir le mandat pour inclure le trafic de personnes et le trafic de migrants dans la région.

12. Les chefs d'État et de délégations ont examiné et agréé les dispositions d'organisation des travaux du Groupe de contact dans l'objectif d'assurer l'effectivité et l'efficacité de son action, en vue de rehausser la qualité et l'impact des contributions de l'UA à l'instauration de la paix et à la promotion de la réconciliation nationale en Libye, en partenariat avec l'ONU et en coopération avec tous les acteurs internationaux.

13. Le Groupe de contact a exprimé sa gratitude à S.E. Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo et président du Comité de haut niveau, pour son leadership et les efforts inlassables des membres du Comité et du Groupe de contact dans la recherche d'une solution durable à la crise en Libye.

Fait à Oyo, le 12 mars 2020

**HARIOM TRAVELS**  
Agence de Voyage & Tourisme

**Visitez**  
les pays de vos Rêves avec nous

**Billet + Hôtel + Loisirs**  
nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 salespn@hariomtravels.net  
Brazzaville (Rép. du Congo) + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 salesbzv@hariomtravels.net  
www.hariomtravels.net

**IATA HARIOM TRAVELS**  
Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

**SÉJOUR TOURISTIQUE À DUBAI**

POINTE NOIRE: Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09  
E-mail: salespn@hariomtravels.net  
BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50  
E-mail: salesbzv@hariomtravels.net  
www.hariomtravels.net



REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité-Travail-Progrès  
PROJET D'APPUI À LA REFOUNDATION DE LA FORMATION EN TRAVAIL SOCIAL  
UNITE DE COORDINATION DES PROJETS (UCP - PARFTS)



## AVIS D'APPEL D'OFFRES

AON-N°001/MASAH/PARFTS/UCP - 2020

1. La République du Congo a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD) pour financer le coût du Projet d'Appui à la Refondation de la Formation en Travail Social (PARFTS). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre des travaux de réhabilitation et d'extension de l'Institut National du Travail Social à Brazzaville (INTS - Bacongo)

2. L'Unité de Coordination du Projet d'Appui à la Refondation de la Formation en Travail Social (UCP-PARFTS) sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour exécuter les Travaux de Réhabilitation et d'Extension de l'Institut National du Travail Social à Brazzaville (INTS - Bacongo).

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination du Projet d'Appui à la Refondation de la Formation en Travail Social, (PARFTS); courriel: parfts1@gmail.com et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à l'adresse : Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire, Unité de Coordination du PARFTS, 2 bis, rue Bonga, Mougali, (Circonscription d'Action Sociale de Mougali, Avenue de la Paix, vers Moukondo, Arrêt de bus CEG MATSOUA), Brazzaville-Congo, ou par courriel parfts1@gmail.com du lundi au vendredi de 8 heures à 16 heures.

4. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en langue française en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de « Cent Cinquante Mille (150 000) Francs FCFA » auprès de l'UCP à l'adresse ci-dessus citée. Le paiement devra être effectué en

espèce ou par chèque auprès de l'UCP.

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et le Cahier des Clauses Administratives et Générales (CCAG) sont ceux des Documents Type de Passation de Marchés pour Travaux de l'AFD.

6. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 18 mai 2020 à 12 heures précises. Les Offres doivent comprendre une garantie d'offre de « Huit Millions Cinq Cent Mille (8 500 000) FCFA » sous forme de caution bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC). Les offres reçues après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

7. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent le 18 mai 2020 à 13h30mn heure locale, dans la salle de réunion de l'UCP à l'adresse suivante :

Ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire, Unité de Coordination du PARFTS, 2 bis, rue Bonga, Mougali, (Circonscription d'Action Sociale de Mougali, Avenue de la Paix, vers Moukondo, Arrêt de bus CEG MATSOUA), Brazzaville-Congo

8. Les exigences en matière de qualification sont contenues dans le dossier d'appel d'offres, et concernent entre autres, la régularité de la situation du candidat par rapport à l'administration fiscale.

Fait à Brazzaville, le 12 mars 2020  
Le Coordonnateur

Sylvain Ernest MOUYEDI



DATE: 09/03/2020

APPELS A MANIFESTATIONS D'INTERET: No. N° 001/AAMI/HCR/SUP/BZV/2020

RELATIF A UNE INVITATION AUX FOURNISSEURS DES SERVICES FINANCIERS A S'ENREGISTRER DANS LA BASE DE DONNEES DU HCR A BRAZZAVILLE

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES: 27 MARS 2020 A 17H

### 1. OBJET

Dans le cadre de son programme d'assistance en faveur des personnes relevant de sa compétence en République du Congo, le HCR lance un avis à manifestation d'intérêt (AAMI) ayant pour objet d'évaluer et d'identifier les fournisseurs de services financiers disponibles sur le marché local en vue de la mise en place d'un ou de plusieurs accords-cadres relatifs à la fourniture de services de transfert et de décaissement d'argent. Les types de mécanisme de transfert et décaissement considérés incluent l'ouverture des comptes bancaires, les cartes de débit, de crédit ou prépayées, l'argent mobile, le décaissement direct en argent liquide par un agent et le transfert sur compte bancaire pour les réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées internes.

### 2. PARTICIPATION

Le présent appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux fournisseurs des services financiers (Banques, Microfinance, Poste ...) frappées d'aucune mesure d'exclusion judiciaire ou fiscale et exerçant sur le territoire de la République du Congo.

Les fournisseurs intéressés à participer au processus de cet AAMI sont invités à fournir les renseignements suivants :

- Présentation détaillée des services proposés en matière de transfert et de décaissement d'argent ;
- Description de la couverture géographique ;
- Conditions d'accès aux services proposés ;
- Expérience du fournisseur dans le domaine de la fourniture des services financiers ;
- Dossiers administratifs et agreement des autorités locales pour exercer cette activité ;
- Liste des services payants et services offerts ;
- Toute autres informations jugées pertinentes pour le soumissionnaire.

**N.B:** Ce document n'est pas à interpréter, en aucune façon, comme une offre de contrat avec votre société.

### 4. DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT

Les soumissionnaires sont invités à soumettre toute demande de clarification par rapport à cet AAMI en envoyant un e-mail aux adresses : [cobbrsup@unhcr.org](mailto:cobbrsup@unhcr.org)

### 5. Date limite et lieux de dépôt des dossiers de candidatures

Les dossiers d'appel à manifestation d'intérêt sous plis fermés et portant la mention " 001/AAMI/HCR/SUP/BZV/2020 " doivent être déposés au plus tard le 27 mars 2020 à 17h au Bureau du HCR à Brazzaville, Avenue Cardinal Emile Biayénda ou alors envoyés par email à l'adresse : [cobbrsup@unhcr.org](mailto:cobbrsup@unhcr.org).

Merci de votre intérêt.



1 | Page

## COMMUNIQUÉ

À l'occasion de la journée mondiale du rein, le ministère en charge de la santé collectif des néphrologues du Congo organise, le 17 et 18 mars 2020 à l'hôpital de base de Makélékélé et à l'hôpital de Talangaï, un dépistage gratuit des maladies rénales, prise tensionnelles, analyses biologiques et urinaires.

Ignorer l'insuffisance rénale c'est s'empoisonner en silence.  
Pour éviter le stade d'arriver en dialyse faites vous dépister.

## REMERCIEMENTS

Les enfants Longangué expriment leur profonde gratitude aux parents, amis et connaissances qui les ont soutenus lors du décès de leur père, le Colonel Longangué André Marie.

Une messe sera dite en sa mémoire le dimanche 15 mars 2020 à 10h30 à la Cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville.  
Cordiale bienvenue.



## NÉCROLOGIE

Les familles Maurice François Essandzo, André Motendi et Marcel Mosseli ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances de toutes les localités en particulier du district de Mossaka, le décès de leur fille et petite-fille Pétronille Thècle Essandzo Bouya (Pétou), survenu le dimanche 8 mars 2020 au CHU de Brazzaville. La veillée se tient au n°61 de la rue Yaoundé à Poto-Poto.  
La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



## TERRORISME

## Les États-Unis nomment leur envoyé spécial pour le Sahel

Une première aux États-Unis. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, la Maison-Blanche a annoncé la nomination de son premier émissaire pour le Sahel.

Il s'agit de Peter Pham, ancien vice-président du cercle de réflexion Atlantic Council à Washington, dont il dirigeait le programme sur l'Afrique. Washington envisageaient de réduire sa présence en Afrique et de se focaliser sur la Chine et la Russie. Lors de sa tournée sur le continent, le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, avait annoncé que son pays ferait "ce qu'il faut" pour réduire sa présence militaire en Afrique. Ainsi, la nomination de Peter Pham témoigne d'un intérêt américain persistant dans la région. La décision de la Maison-Blanche de nommer un envoyé officiel dans le Sahel intervient après que plusieurs pays ont exprimé leur inquiétude quant à la situation sécuritaire instable dans la région. Malgré la présence des forces africaines, onusiennes et internationales, les violences djihadistes ont fait cinq fois plus de morts en 2019 qu'en 2016.

N.Nd.

## SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE

## Les sept défauts d'EUTM Mali selon le chercheur Denis Tull

Le constat est sévère. Malgré son effectif (environ cinq cents personnes) et son antériorité (sept ans), la mission de formation de l'Union européenne au Mali, EUTM Mali, n'est pas pleinement efficace.

Cette mission souffre de sept grands problèmes, selon le chercheur Denis Tull de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem).

1- La gestion d'un double défi : combattre et reconstruire

Au Mali, le fait que les forces armées soient déjà engagées en opérations est une "contrainte importante [et] souvent négligée", selon l'étude de Denis Tull. Européens et Maliens ont des priorités différentes, et lorsque les objectifs s'alignent, "les ressources et les capacités des partenaires maliens sont limitées" ; les effectifs potentiellement disponibles sont "peu nombreux et épuisés".

2- Une reconstruction orientée sur l'offre et non les besoins

Sans cadre stratégique défini, les Maliens rejettent rarement, "voir jamais", une offre de soutien (formation, équipement, conseils), qu'elle soit adaptée, ou pas, à leurs besoins et priorités réels. Une partie des véhicules (camions, ambulances...) souvent d'occasion offerts au Mali "ne verront jamais le champ d'opération ou tombent en panne à la première utilisation car ni budget, ni pièces de rechange, ni expertise mécanique n'ont été programmés".

3- Un vrai manque de coordination

«Un autre inconvénient de la rupture

entre l'offre et la demande est la mauvaise coordination de l'aide extérieure. Elle n'est ni appliquée par la partie malienne, ni assumée de manière adéquate par les donateurs», y compris Européens. Malgré quelques efforts récents, «il ne semble guère y avoir plus que des échanges d'informations». Les acteurs internationaux sont également pointés du doigt tentant chacun de divulguer ses propres «concepts militaires et de cultures d'origine étrangère qui coexistent de façon malaisée».

4- Une formation insuffisante et inefficace

La formation par EUTM Mali fait l'objet de critiques fréquentes et persistantes, souvent partagées par les membres de la mission. Par exemple, la durée trop courte des formations, insuffisante pour avoir un impact important sur l'efficacité des FAMA sur le champ de bataille. Et une incertitude sur l'impact de la formation des formateurs. Parfois, les soldats maliens sont formés avec des équipements que leur armée ne possède pas.

5- Des intérêts divergents

Si l'objectif de EUTM est de contribuer à la reconstruction d'une armée compétente, professionnelle et efficace, "il est douteux que les dirigeants politiques et/ou militaires du Mali partagent cet objectif". Et l'externalisation de la sécurité constitue une garantie de sécurité

contre la propre armée malienne, sujette aux coups d'État.

6- La résistance au changement

EUTM Mali fait face à une résistance "notable" pour les projets relatifs à la gouvernance et l'efficacité dans le secteur de la sécurité. Autre défi : la mise en place d'un système de gestion des ressources humaines, ou d'un nouveau système de paie, bloquée par les "intérêts particuliers, notamment le racket et la corruption" et les faibles capacités de supervision. Le soutien budgétaire de l'Union européenne (UE) aux progrès dans des réformes (14 millions) est dérisoire pour créer un véritable effet de levier.

7- Un vide institutionnel

La plus grande faiblesse de l'assistance au secteur de la sécurité au Mali est peut-être son articulation autour de problèmes institutionnels plutôt que de chercher à les résoudre. Le premier obstacle institutionnel est l'État malien. Le second concerne le réseau institutionnel du secteur de la sécurité, qui souffre de corruption et d'une culture organisationnelle dysfonctionnelle. Tant que ces problèmes ne montrent pas de signes d'apaisement, il y a peu de chances que les FAMA deviennent une armée plus professionnelle.

Noël Ndong

## SPECTACLE

## « Djon bé sini don ? » d'Alima Togola au confluent de la tradition et de la modernité

En tournée africaine sponsorisée par l'Institut français de Paris, Alima Togola, actrice et comédienne malienne, a livré un spectacle de théâtre le 12 mars à Brazzaville. Intitulé « Djon bé sini don ? », la jeune artiste aborde la condition sociale de la femme dans son pays ainsi que la question du mariage mixte dans ce spectacle.

Mis en scène par Michel Beretti et interprété par Alima Togola, « Djon bé sini don ? » signifiant en français « Qui connaît l'avenir » est un spectacle de théâtre à la croisée de l'humour qui se veut brut, sans concession et sans filtre. La scène s'ouvre sur la vie d'une jeune fille promise au

mariage mais, celle-ci ne partage par la même conception que sa famille et sa future belle-famille qui ne le deviendra pas à cause de son entêtement à ne pas se laisser faire. Peu de temps après, elle quitte son pays pour l'Europe où elle se met en couple avec un blanc. Entre révolte aux traditions ancestrales et nouvelle vie dans un pays qui n'est pas le sien, tout se mélange pour cette jeune fille et autant d'interrogations surgissent dans le flot de ses pensées.

Puisant un peu dans le vécu de l'actrice, ce spectacle passe au peigne fin son calvaire d'immigrée à travers un personnage de technicienne de surface sans papier et place un miroir sur son couple mixte avec Michel Beretti, une différence culturelle perceptible à l'œil. A ce propos, Alima Togola est enceinte sur scène et joue drôlement sur la double appartenance culturelle de l'enfant qu'elle porte. D'un côté, le père affirme que son enfant sera métis et noir et de l'autre, la mère se demande si elle pourrait dire de son enfant métis et blanc.

Alima Togola apparaît seule sur scène avec une expression artistique hybride à cheval entre le monologue et la comédie, où plu-



Alima Togola sur scène Adiac

sieurs situations sont présentées au public pour dévoiler le côté fragile de la vie. De ce fait, elle in-

carne, tour à tour, plusieurs personnages. De sa mère à la future ex-belle-mère, en passant par ses

ex-futures belles-sœurs, son ex-futur-mari ou encore ses amies, l'actrice démonte joyeusement le système d'oppression auquel est soumise la jeune fille africaine en général et celle du Mali en particulier. Des figures dont les traits passent sous le regard critique de l'actrice pour une lecture directe de la société à laquelle appartient la comédienne et des maux de l'Afrique.

« Dans ce spectacle, il ne s'agit pas d'accuser qui que ce soit. J'exhorte plutôt l'Africain à s'assumer sur tous les plans et à cesser de vendre l'illusion à ses frères restés sur le continent. Par ailleurs, je dénonce la maltraitance et le rejet auxquels sont soumis les personnes issues du métissage culturel tout en rappelant que nos traditions ancestrales africaines sont appelées à évoluer et à tenir compte du changement de mentalité, au fil des générations », a déclaré Alima Togola au terme du spectacle. Notons que le public a salué le professionnalisme et l'humour de l'artiste sur scène. Pour son premier spectacle à Brazzaville, Alima Togola s'est réjouie de l'enthousiasme des Brazzavillois et de la communauté malienne résidant au Congo.

Merveille Atipo

**« Dans ce spectacle, il ne s'agit pas d'accuser qui que ce soit. J'exhorte plutôt l'Africain à s'assumer sur tous les plans et à cesser de vendre l'illusion à ses frères restés sur le continent. Par ailleurs, je dénonce la maltraitance et le rejet auxquels sont soumis les personnes issues du métissage culturel tout en rappelant que nos traditions ancestrales africaines sont appelées à évoluer et à tenir compte du changement de mentalité, au fil des générations »,**

## INSERTION LEGALE

### VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PLUS OFFRANT DERNIER ENCHERISSEUR :

Il sera procédé le 04 Avril à 10 heures précises à la vente aux enchères publiques en un seul lot d'un immeuble dont la désignation suit :

#### DESIGNATION DE L'IMMEUBLE :

Une propriété bâtie sise à Brazzaville, objet du titre foncier n° 16460, cadastrée section G, Bloc /, parcelle C3-69-OCH, superficie 361,81m, quartier la Glacière Arrondissement 2 Baongo Brazzaville, appartenant à Monsieur NIANGUI MANKELE Eugène ;

#### DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE :

La propriété dont s'agit est clôturée par un mur maçonné, elle s'ouvre sur la rue par un portail à deux battants, l'un des battants comporte un portillon ; la clôture peinte en jaune est surmontée par des fils de fer barbelés, à l'intérieur de la concession, s'élève un grand bâtiment plein pied, la toiture faite de deux versants est recouverte de tôles bac alu, l'un des volumes dudit bâtiment est en R+1, le garage donne directement sur ce volume, la porte principale de la villa s'ouvre sur la véranda de la façade principale, les ouvertures (portes et fenêtres) sont en bois vitrifiées protégées par des grilles métalliques ; le pavement du sol est fait de faïence, le revêtement des murs est fait en partie de faïence et en partie de peinture jaune

ocre, la circulation dans la propriété est faite de pavés ;

#### IMMEUBLE SAISI PAR :

Crédit du Congo, société anonyme avec conseil d'administration au capital social de XAF 10.476.730.000 FCFA dont le siège social est sis avenue Amical CABRAL, Centre-ville Brazzaville, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de ladite ville sous le numéro 07-B-459, poursuites et diligences de son Directeur Général Adjoint, Monsieur IBRAHIM Mounir, né le 13 Février 1973 de nationalité Marocaine, marié, père de famille domicilié en cette qualité au siège social ci-dessus indiqué, B.P : 1312 ;

Ayant pour Conseil Maître Françoise MBONGO, Avocat à la Cour, Cabinet sis avenue du Sergent Malamine, derrière Congo Télécom, en face de CAR MOBIL (ex immeuble SABENA) Centre-ville de Brazzaville, B.P : 14227 Tél. : 22 281-11/ 05.556.02.18 ;

#### AU PREJUDICE DE :

Monsieur NIANGUI MANKELE Eugene Bienvenu, de nationalité congolaise, né le 16 juin 1969 à Brazzaville, Profession dentiste, domicilié C 3-69 OCH quartier la Glacière Arrondissement 2 Baongo, Brazzaville ;

#### EN EXECUTION DE :

1. La copie en bonne et due forme exécutoire d'un acte notarié dénommé « convention de prêt assortie d'un cautionnement hypothécaire » conclu à Brazzaville le 14 mai 2012 ;

2. Le protocole d'accord valant avenant à la convention de prêt hypothécaire du 14 mai 2012 entre la banque Crédit du Congo S.A et le Cabinet dentaire AMI représenté par Monsieur NIANGUI MANKELE Eugène ;

3. Le commandement de payer valant saisie immobilière du 30 Septembre 2019 fait par Maîtres Ange Pépin MASSAMBA et Jean-Ignace MASSAMBA, Huissiers de Justice, Commissaires-pri-seurs associés près la Cour d'appel de Brazzaville, étude sise 13, rue Dispensaire en face de l'agence Crédit du Congo Poto-Poto, centre-ville Brazzaville, B.P/ 14642, lequel commandement a été enregistré et publié le 23 Novembre 2019 à la Conservation Foncière de Brazzaville sous le numéro 151, extrait n°3645.

MISE A PRIX : Cinquante et Un Millions Neuf Cent Vingt Six Mille Huit Cent Onze (51.926.811) FCFA.

LIEU D'ADJUDICATION : Etude de

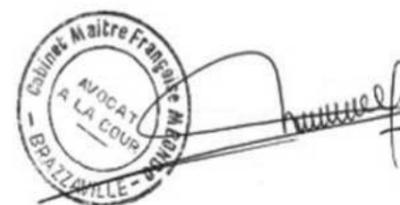
Maître Bedel KAMBA, notaire en la résidence de Brazzaville, sise Allée des Accasias, à côté du marché Plateau, Centre ville, Brazzaville ; B.P. : 13456 téléphone : 06.973.69.74, 05.544.63.38.

#### ENCHERE :

Pour toute information, contacter et s'adresser à :

Conseil Maître Françoise MBONGO, Avocat à la Cour, Cabinet sis avenue du Sergent Malamine, derrière Congo Télécom, en face de CAR MOBIL (ex immeuble SABENA) centre ville de Brazzaville, B.P : 14227 Tél : 22 281-11/ 05.556.02.18

Etude de Maîtres Ange Pépin MASSAMBA et Jean Ignace MASSAMBA, Huissiers de Justice, Commissaires-pri-seurs associés près la Cour d'appel de Brazzaville, étude sise 13 rue Dispensaire en face de l'agence Crédit du Congo Poto-poto, Centre ville Brazzaville, B.P : 14642.



### OFFRE D'EMPLOI N°3

#### POSTE PROPOSE : AUDITEUR INTERNE

Dans le cadre du développement de ses activités professionnelles, une entreprise de la place souhaite recevoir des dossiers en vue d'une sélection de candidatures pour le recrutement d'un Auditeur interne.

#### DESCRIPTIF DU POSTE ET MISSIONS

Le poste à pourvoir est rattaché à la Direction du Système d'Information et du Contrôle de Gestion. Les principales missions consistent à :

- veiller à la qualité de l'information et à l'efficacité des opérations pour atteindre ses objectifs de l'entreprise ;
- procéder au contrôle interne des activités et process de l'entreprise ;
- porter un jugement sur la gestion d'entreprise par rapport aux normes établies ;
- servir d'assistance et de conseil en gestion auprès des organes de la Direction Générale.

#### PROFIL RECHERCHE

- BAC + 4/5 en :
- audit Interne,
- gestion financière, comptable, commerciale ;
- maîtrise des sciences de gestion ;
- connaissances des normes IRFS, du SYSCOHADA révisé ;

- avoir au moins cinq (5) ans d'expériences professionnelles dans le domaine de l'audit ;
- être âgé de 35 ans au maximum ;
- être de nationalité congolaise.

#### APTITUDES PROFESSIONNELLES

- autonomie et rigueur à traiter les incidents et gérer les priorités ;
- esprit d'initiatives, de critique, d'analyse et de synthèse ;
- aptitudes rédactionnelles, connaissance de l'outil informatique, maniement des chiffres, maîtrise des tableurs (Excel, Access, etc.) ;
- sens de discrétion, de confidentialité, de l'organisation et de la responsabilité ;
- relations internes avec les services et externes avec les auditeurs et les commissaires aux comptes.

Composition du dossier de candidature

- Lettre de motivation ;
- CV détaillé et actualisé en précisant le poste choisi ;
- Copies non légalisées des diplômes et des attestations de travail et de formation (si possible) ;

Date limite de dépôt des dossiers : 27 mars 2020  
Adresse e-mail : recrutementcrack2019@gmail.com  
Téléphone : + 242 06 806 84 84 / 04 464 61 61

### OFFRE D'EMPLOI N°4

#### POSTE PROPOSE : CONTROLEUR DE GESTION

Dans le cadre du développement de ses activités professionnelles, une entreprise de la place souhaite recevoir des dossiers en vue d'une sélection de candidatures pour le recrutement d'un Contrôleur de Gestion.

#### DESCRIPTIF DU POSTE ET MISSIONS

- Le poste à pourvoir est rattaché à la Direction du Système d'Information et du Contrôle de Gestion. Les principales missions consistent à :
- accompagner la Direction Générale dans le déploiement de ses plans stratégiques et opérationnels afin d'atteindre ses objectifs ;
- user des outils du contrôle de gestion dans le pilotage de la performance au sein de l'entreprise ;
- servir de conseil et d'aide à la décision auprès des différents responsables de l'entreprise.

#### PROFIL RECHERCHE

- BAC + 4/5 en :
- contrôle de Gestion,
- gestion financière, comptable, commerciale ;
- maîtrise des sciences de gestion ;
- avoir au moins cinq (5) ans d'expé-

- riences professionnelles dans le domaine du contrôle de gestion ;
- être âgé de 35 ans au maximum ;
- être de nationalité congolaise.

#### Aptitudes professionnelles

- Capacités rédactionnelles ;
  - connaissance de l'outil informatique et maniement des chiffres ;
  - maîtrise des tableurs (Excel, Access, etc.) ;
  - esprit de critique, d'analyse, de synthèse et de rigueur ;
  - sens de discrétion, de confidentialité, de l'organisation et de la responsabilité ;
  - communication régulière avec tous les services et les directions.
- Composition du dossier de candidature
- Lettre de motivation ;
  - CV détaillé et actualisé en précisant le poste choisi ;
  - Copies non légalisées des diplômes et des attestations de travail et de formation (si possible).

Date limite de dépôt des dossiers : 27 mars 2020  
Adresse e-mail : recrutementcrack2019@gmail.com  
Téléphone : + 242 06 806 84 84 / 04 464 61 61

## CONGO- ESWATINI

## Les vingt-trois Diabes rouges sont connus

Le sélectionneur de l'équipe nationale du Congo, Valdo Candido, a publié la liste définitive des joueurs qui disputeront la double confrontation Congo- eSwatini puis eSwatini-Congo, les 26 et 30 mars, comptant pour la troisième et quatrième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (Can), Cameroun 2021.

Pour cette double confrontation, Valdo Candido comptera sur le talent et la détermination de Thievy Bifouma pour se rapprocher d'une qualification. Le capitaine des Diabes rouges avait manqué les deux dernières sorties des Diabes rouges respectivement contre le Sénégal et la Guinée-Bissau. Son retour et celui de certains de ses coéquipiers augure une bonne odeur pour le Congo qui, grâce à ses trois points, est actuellement deuxième du groupe I, derrière le Sénégal.

Sur la liste des pré-convoqués dévoilée récemment, figuraient déjà des nouveaux noms. La liste définitive offre encore deux nouveaux joueurs qui ne faisaient pas partie des trente présélectionnés. Il s'agit du gardien Joe Ombandza de Cara et Rady Hokemba Ovouka de Hearts of OAK. L'on note également l'absence de certains joueurs comme Durel Avounou, Juvhel Tsoumou, Marvin Baudry et autres.

## Les vingt-trois joueurs sélectionnés

## Gardiens

Mafoumbi Christoffer (FC Morecambe / Angleterre)  
Ofouya Erwann (AS Blainville / Canada)  
Ombandza Joe (CARA Brazzaville)

## Défenseurs

Mayembo Fernand (Le Havre / France)



Le Congo au stade Alphonse Massamba-Débat où se jouera le match aller/Adiac

Kibamba Baron (FC Séville B / Espagne)  
Itoua Béranger (Sohar / Oman)  
Atoni Mavoungou Cosme (JST)  
Tsouka Ravy (Helsingborgs / Suède)  
Mouandza Mapata Prince (Diabes Noirs)  
Hokemba Ovouka Rady (Accra Hearts of OAK / Ghana)  
Magnokele Bissiki Dimitri (AS Otohô)

## Milieux de terrain

Loussoukou Junior Amour (Stade Tunisien / Tunisie)  
Goteni Randy (Dunkerque / France)  
Makouta Gaius (Beroe Stara Zagora / Bulgarie)  
Itali Ossete Harvy (Diabes Noirs)  
Makiesse Junior (US Tataouine / Tunisie)  
Binguila Hardy (Diabes Noirs)  
Andzouana Yhoan (KSV Roeselare / Belgique)

## Attaquants

Bifouma Thievy (Yeni Malatyaspor / Turquie)  
Ndockyt Merveil (NK Osijek / Croatie)  
Tchibota Mavis (Ludogorets Razgrad / Bulgarie)  
Ganvoula Silvère (VfL Bochum / Allemagne)  
Ibara Prince Vinny (Germinal Beerschot / Belgique)

Rude Ngoma

## CAN 2021

La CAF reporte les matches des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> journées des éliminatoires

La CAF a annoncé ce vendredi que les matches comptant pour les troisième et quatrième journées des éliminatoires de la CAN 2021, prévus fin mars, étaient reportés à une date ultérieure. Une décision qui fait « suite à la requalification de la crise sanitaire mondiale actuelle du « Covid-19 » ou Coronavirus, en pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé ». Et qui prend en compte également « les difficultés de déplacements de plus en plus grandes à travers le monde et consciente que la plupart des joueurs qui composent nos sélections africaines évoluent hors du continent ».

Par ailleurs, les qualifications à la CAN Féminine 2020, prévues du 8 au 14 Avril 2020, ainsi que les qualifications à la Coupe du Monde Féminine U20 prévues du 20 au 29 Mars 2020, sont également reportées.

Camille Delourme

## MUSIQUE CHRÉTIENNE

## La sœur Raïssa Kondo-Kabengele sort un nouveau single

« Tu es digne » est le nouveau single de Raïssa Kondo-Kabengele disponible déjà sur toutes les plateformes de téléchargement.



Domiciliée au Canada, Raïssa Kondo-Kabengele est interprète, auteure compositrice des chants religieux. Artiste qui excelle dans le chant Gospel, la sœur Raïssa magnifie la puissance du Très-Haut par la chanson. Née à Kinshasa, Raïssa Kondo-Kabengele est une artiste de musique chrétienne qui dès l'âge de douze ans a intégré la chorale de l'Eglise Mon Rocher dans la région de la capitale nationale du Canada où elle a accepté Jésus Christ comme Seigneur et Sauveur.

La sœur Raïssa Kondo-Kabengele qui dès sa tendre jeunesse a joué en entracte lors des grands concerts religieux a aussi accompagné plusieurs artistes chrétiens de renoms tels que Dena Mwana, Michel Bakenda, pasteur Athom's et Nadege Mbuma... au Canada, aux Etats-Unis et à Kinshasa en République démocratique du Congo. Elle est mariée et mère de trois enfants.

Hervé Brice Mampouya

## FOOTBALL

## Ronaldinho reste en prison au Paraguay

La justice paraguayenne a rejeté vendredi l'appel déposé par les avocats de l'ex-star du foot brésilien Ronaldinho, emprisonné depuis une semaine au Paraguay où il fait l'objet d'une enquête pour usage de faux passeport.



Le Brésilien Ronaldinho et son frère Roberto Assis restent en détention au Paraguay (AFP)

« Il n'y a pas de changement dans le risque de fuite et d'obstruction de l'enquête, ce qui justifie la mesure préventive de maintien en détention des frères Assis Moreira », selon la décision des trois juges appelés à se prononcer.

La justice avait jusqu'à lundi pour rendre sa décision sur le recours présenté par les avocats de l'ancien joueur du PSG et du Barça

Ronaldo de Assis Moreira, dit Ronaldinho, a été arrêté le 6 mars en compagnie de son frère Roberto. Tous deux sont accusés d'être entrés au Paraguay en possession de faux passeports et ont été placés en détention provisoire.

Le Ballon d'Or 2005 et son frère étaient arrivés deux jours auparavant à Asun-

cion pour faire la promotion d'un livre et participer à diverses opérations de bienfaisance.

Les deux hommes ont montré leurs passeports à la police de l'immigration, qui n'a pas immédiatement relevé d'anomalie. La police paraguayenne a ensuite perquisitionné l'hôtel où logeaient les deux hommes.

Les enquêteurs y ont découvert de faux passeports paraguayens confectionnés à Asuncion il y a quelques mois, selon le ministre de l'Intérieur Euclides Acevedo.

Selon le juge Gustavo Amarilla, en charge du dossier, l'enquête cherche à « connaître les véritables raisons de leur présence » au Paraguay. « Il pourrait y avoir d'autres choses, comme une association de malfaiteurs ou

du blanchiment d'argent », a-t-il déclaré. Ronaldinho avait été privé de son passeport par la justice brésilienne fin 2018, à la suite de sa condamnation à une amende de 2,5 millions de dollars (environ 2,25 millions d'euros) pour avoir construit une jetée sans autorisation au bord d'un lac dans une aire protégée de l'Etat du Rio Grande do Sul (sud).

Il l'avait finalement récupéré en 2019 au terme d'un accord avec la justice, en contrepartie d'un versement de 6 millions de réals (1,1 million d'euros). Une quinzaine de personnes, dont des entrepreneurs, policiers et fonctionnaires, sont dans le collimateur de la justice paraguayenne dans le cadre de cette affaire.

Camille Delourme

## CORONAVIRUS

# Le monde du sport à l'arrêt ou à huis clos

Formule 1, NBA, championnat d'Espagne de football et tournois de tennis masculin suspendus jeudi : le calendrier sportif mondial se réduit comme peau de chagrin en raison de la pandémie de coronavirus, les rares événements maintenus étant pour la plupart organisés à huis clos.

Liste des principaux événements sportifs annulés, reportés, déplacés ou menacés:

## FOOTBALL

### -Compétitions suspendues :

.Championnat d'Italie, pays européen le plus touché par la maladie, jusqu'au 3 avril.

.Championnat d'Espagne, «au moins les deux prochaines journées», initialement programmées du 13 au 22 mars, en raison de «la quarantaine établie au Real Madrid et les possibles cas positifs chez des joueurs d'autres clubs».

.Le championnat du Portugal est suspendu «pour une durée indéterminée».

.Le championnat des Pays-Bas est suspendu jusqu'à fin mars.

.La Ligue nord-américaine de football (MLS) suspendue pour une durée de 30 jours.

.Les rencontres de Copa Libertadores prévues du 15 au 21 mars ont été suspendues.

-Matches ou compétitions reportés

.En Espagne, la finale de la Coupe du Roi Real Sociedad - Athletic Bilbao, prévue le 18 avril, est repoussée à une date qui reste à fixer.

.En France, la finale de la Coupe de la Ligue Paris SG - Lyon, prévue le 4 avril, a été reportée à fin mai.

.En Angleterre, le match de Premier League Manchester City - Arsenal, prévu mercredi soir, a été reporté, tout comme le suivant pour les Gunners face à Brighton prévu samedi, après que l'entraîneur d'Arsenal, l'Espagnol Mikel Arteta, a été testé positif au coronavirus. A Chelsea, l'ailier international Callum Hudson-Odoi est lui devenu le premier cas répertorié chez un joueur en Premier League.

.En Ligue des champions, les 8e de finale retour Juventus Turin-Lyon et Manchester City-Real Madrid, prévus le 17 mars, ont été reportés.

.En Ligue Europa, les matches Inter-Getafe et Séville-Roma en 8es de finale n'ont pas lieu jeudi.



Après les huis-clos, comme lors du match PSG-Dortmund, le monde du sport est à l'arrêt avec le report et la suspension des compétitions (Guetty/AFP)

.En Amérique du Sud, le début des éliminatoires pour le Mondial-2022 a été reporté.

- Compétitions jouées à huis clos:

.Tous les matches de la 26<sup>e</sup> journée du Championnat d'Allemagne, du 13 au 15 mars.

.Tous les matches de Championnat de France (Ligue 1 et Ligue 2) prévus d'ici le 15 avril.

.En Ligue des champions, deux des quatre derniers huitièmes de finale retour sont prévus à huis clos: Bayern Munich - Chelsea et Barcelone - Naples le 18 mars.

.Plusieurs matches amicaux de préparation à l'Euro-2020, dont France-Ukraine et France-Finlande, les 27 et 31 mars.

- Compétitions menacées

. Réunion mardi 17 mars de l'UEFA pour décider de la poursuite de la Ligue des champions et de la tenue de l'Euro-2020.

## ATHLETISME

-Le marathon de Paris (5 avril) est reporté au 18 octobre.

-Les Mondiaux en salle, prévus du 13

au 15 mars à Nankin en Chine, ont été repoussés à 2021.

## BASEBALL

-Le début de la saison de Ligue majeure de baseball (MLB), prévu le 26 mars, est repoussé.

## BASKET

-La NBA est suspendue «jusqu'à nouvel ordre», après un premier cas positif, le pivot français d'Utah Rudy Gobert.

-Sur décision de la Fédération internationale (Fiba) et l'Euroleague, toutes les Coupes européennes sont suspendues. - La «March Madness», la phase finale du championnat universitaire américain, est annulée.

## CYCLISME

-En France, huis clos imposé aux départs et arrivées de toutes les étapes de Paris-Nice.

-En Italie, après les Strade Bianche (7 mars), le premier «monument» de la saison cycliste, Milan-Sanremo, qui devait se courir le 21 mars, a été annulé. Comme Tirreno-Adriatico, prévue entre le 11 et 17 mars.

-En Espagne, le Tour de Catalogne, prévu du 23 au 29 mars, a été reporté.

## HOCKEY SUR GLACE

- La ligue nord-américaine de hockey sur glace (NHL) a suspendu son calendrier à trois semaines de la fin de la saison régulière.

## PATINAGE ARTISTIQUE

-Le gouvernement du Québec a annulé les Championnats du monde prévus du 16 au 22 mars à Montréal.

## RUGBY

-Tournoi des Six nations: trois matches ont été reportés: Irlande - Italie (7 mars), Italie - Angleterre et France - Irlande (14 mars). Ils devraient être disputés fin octobre.

-En France, les présidents du Top 14 et de Pro D2 doivent se réunir lundi pour trancher sur la réorganisation des compétitions, et choisir entre huis clos et report.

## SPORTS D'HIVER

- La saison de ski alpin s'est achevée prématurément. La Fédération inter-

nationale (FIS) a annulé les dernières étapes et les finales des Coupes du monde féminine et masculine.

- La dernière étape de la Coupe du monde de biathlon, prévue du 20 au 22 mars à Oslo, est annulée.

## SPORTS MECANIQUES

### Automobile

-Le Grand Prix d'Australie, première manche du Championnat du monde prévue dimanche, a été annulé vendredi.

-Le Grand Prix de Chine prévu le 19 avril à Shanghai a été reporté. Celui de Bahreïn le 22 mars sera couru à huis clos et des menaces pèsent sur celui du Vietnam, prévu le 5 avril.

- La première course de la saison d'Indycar, prévue dimanche à St. Petersburg (Floride), se disputera à huis clos.

## Moto

-Les quatre premiers Grands Prix de la saison (Qatar, Thaïlande, Amériques et Argentine) ont été annulés ou reportés. Initialement prévu début mars, le début de la saison a été décalé de deux mois (3 mai).

-Les 24 Heures du Mans motos, prévues les 18 et 19 avril, sont reportées aux 5 et 6 septembre.

## TENNIS

-Les tournois du circuit masculin ATP sont suspendus pendant six semaines jusqu'au 26 avril.

-La phase finale de la Fed Cup prévue du 14 au 19 avril à Budapest, et qui devait réunir douze nations, a été reportée.

## GOLF

-Le Players Championship, cinquième tournoi de golf en terme de prestige, a été annulé après sa première journée, ainsi que trois autres tournois du circuit PGA: le Valspar Championship (19-22 mars), le Match-Play WGC (25-29 mars) et l'Open du Texas à San Antonio (2-5 avril).

D'après AFP

## Le foot français proche de l'arrêt complet

**Pelouses désertes: le football français, rattrapé par la pandémie de coronavirus, s'apprête à rejoindre ses voisins italiens et espagnols en se mettant en veille totale jusqu'à nouvel ordre, avec la crainte de voir apparaître de premiers cas de virus dans ses rangs.**

La Ligue de football professionnel (LFP) a choisi d'organiser vendredi à 10h00 (09h00 GMT) un Conseil d'administration exceptionnel où devait être étudiée, en étroite collaboration avec les représentants des clubs, la question du report de la Ligue 1 et de la Ligue 2, compétitions pour le moment maintenues mais assorties d'un huis clos total jusqu'au 15 avril.

Jeudi soir, le discours du président français Emmanuel Macron n'a certes pas imposé de restrictions claires envers le monde sportif, mais l'appel du chef de l'exécutif à «l'union sacrée» face à la «plus grave crise sanitaire» que la France ait connue depuis un siècle a déclenché plusieurs décisions radicales dans les instances hexagonales du ballon rond.

Ainsi, les clubs, favorables «dans une large majorité» à un report de leurs rencontres domestiques selon

une source proche du dossier, ont immédiatement fait part de leur position à la Ligue, qui doit désormais trancher à la majorité des membres de son conseil d'administration.

«Le championnat, il vaut mieux qu'il se termine avec des spectateurs en mai ou en juin, plutôt qu'à huis clos avec une chance que cela ne dure pas à cause de joueurs potentiellement contaminés», argumente Bernard Caiazza, président du syndicat Première Ligue représentant les clubs de l'élite. La Fédération, organisatrice de toutes les compétitions amateurs, a directement suspendu toutes ses activités «jusqu'à nouvel ordre», prenant dès jeudi «ses responsabilités pour contribuer sans ambiguïté à endiguer la crise sanitaire», selon son président Noël Le Graët.

### Les amicaux des Bleus en suspens

Exit donc le championnat de

France de D1 féminine et son choc PSG-Lyon initialement prévu samedi, exit aussi jusqu'à nouvel ordre les matches des divisions inférieures à partir du National, le troisième échelon.

La finale de la Coupe de la Ligue, Paris SG - Lyon, est déjà reportée à une date à déterminer au mois de mai, tandis que la finale de la Coupe de France, PSG - Sainte-Etienne, prévue le 25 avril, est suspendue à l'évolution de la situation sanitaire, fait-on savoir du côté de la FFF.

Un soupçon d'incertitude plane encore sur l'annulation des matches de préparation de l'équipe de France en vue de l'Euro-2020, contre l'Ukraine et la Finlande, prévus les 27 et 31 mars à huis clos à Saint-Denis. Une décision pourrait intervenir mardi, jour choisi par l'UEFA pour réunir toutes ses fédérations membres en visioconférence et décider du sort de ses

compétitions européennes, Ligue des champions et Euro en tête.

Mais le pessimisme règne au vu de la dégradation de la situation sanitaire dans les clubs européens, avec plusieurs joueurs infectés en Italie, des grandes écuries confinées (Arsenal, Real Madrid, Juventus) et des annulations à tout-va de matches amicaux. Le choc entre Pays-Bas et Espagne ainsi qu'un tournoi de préparation regroupant fin mars le Portugal, la Belgique et la Croatie n'auront pas lieu.

### «Effet domino»

«Chaque jour, il y a des éléments aggravants, et la question de jouer à huis clos est dépassée dans la mesure où quelques joueurs sont infectés», souligne Philippe Piat, président de l'UNFP, le syndicat des joueurs.

La période d'incertitude ne fait que commencer, alors que jeudi, aucun

cas de Covid-19 n'avait pour l'heure été diagnostiqué dans les équipes professionnelles françaises.

Mais en plus d'être sanitaire, l'incertitude sera aussi économique, avec un manque à gagner potentiellement immense. «Si les championnats ne vont pas au bout, les diffuseurs pourraient ne pas payer tout ce qu'ils ont à payer. Et cela fait redouter un effet domino catastrophique», s'alarme Claude Michy, président de l'Union des clubs professionnels français. «Mieux vaut donc finir tous les championnats, avec l'incertitude qu'il y a sur le délai.»

Le délai pourrait être rallongé en cas de report de l'Euro-2020 (12 juin-12 juillet), un scénario étudié par l'UEFA selon plusieurs sources proches des instances. Si tant est qu'à ces dates, la crise sanitaire ait évolué favorablement et le football soit sorti de sa torpeur.

D'après AFP

## CORONAVIRUS

## Deuxième cas à Kinshasa

C'est un sujet camerounais résidant à Kinshasa avec sa famille qui était parti passer ses vacances en France. Les deux cas de coronavirus enregistrés à Kinshasa proviennent tous de la France.

A en croire le ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo, au cours de sa communication faite le jeudi 12 mars à la presse, c'est depuis le 8 mars que ce sujet camerounais est rentré à Kinshasa.

«A son retour, il ne présentait aucun signe. Mais c'est quand il est arrivé chez lui que les signes se sont manifestés et il a alerté nos services. Actuellement, il est pris en charge », a expliqué le ministre de la Santé.

S'agissant du premier cas de coronavirus enregistré à Kinshasa, le Dr Eteni Longondo a rassuré que son évolution est positive et il pourra être libéré. « J'ai parlé il y a quelques minutes avec son gardien. Il est là et sa situation est stable, rien d'alarmant », a déclaré le docteur Eteni Longondo.

Le gouvernement vient d'intensifier des mesures de précaution pour freiner la propagation de cette maladie qui s'était déclarée en Chine dans la ville de Wuhan avant de se répandre à travers le monde. Pour le ministre de la Santé, le gouvernement a pris la décision « de soumettre toute personne venant de l'étranger au contrôle du coronavirus à l'aéroport ». Il avait, en outre, souligné que le gouvernement a également débloqué des fonds pour lutter contre cette maladie.

La protection contre cette maladie qui se manifeste notamment par la toux, la fièvre, le rhume, passe par le respect des règles d'hygiène. Il s'agit, entre autres, de se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon ; tousser dans un mouchoir ou dans le pli du coude, en veillant à jeter le mouchoir en toute sécurité dans une poubelle refermée par la suite ; maintenir une distance sociale d'au moins un mètre, en particulier si cette personne tousse ; éviter de toucher les yeux, le nez et la bouche ; et consulter un médecin le plus tôt possible si une personne développe de la fièvre ou de la toux.

B.L.

## CONTRÔLE TECHNIQUE FORCÉ DES VÉHICULES

## Un moratoire de trente jours accordé aux conducteurs

La décision de la police serait consécutive à la demande de l'Association des chauffeurs du Congo, qui avait sollicité un report de l'opération de contrôle forcé de l'état des véhicules sur toute l'étendue de la capitale congolaise.

Un communiqué du 13 mars 2020 attribué au commissaire général de la police/ville de Kinshasa, le général Sylvano Kasongo, et publié dans la presse annonce le report de l'opération de contrôle forcé de l'état des véhicules dans la capitale. Selon ce communiqué, le Commissariat provincial de la police nationale accorde un moratoire de trente jours à tous les propriétaires et conducteurs des véhicules circulant à travers la capitale pour se mettre en ordre avec l'état de leurs véhicules et le contrôle technique qui le certifie.

La décision de la police nationale/ville de Kinshasa, précise le communiqué, intervient suite à la demande de l'Association des chauffeurs du Congo, qui avait sollicité le report de cette opération de contrôle forcé de l'état des véhicules.

Pour le Commissariat provincial de la police, cette période de trente jours accordée serait donc une occasion pour les propriétaires et conducteurs de réparer leurs véhicules. Toutefois, il rappelle, par ailleurs, que le contrôle de routine se poursuivra, selon que la police routière le juge utile. Le bras de l'autorité politico-administrative urbaine

La décision du contrôle forcé de l'état des véhicules et le moratoire accordé par la police rap-



Visite du vice-gouverneur, Néron Mbungu, dans un centre de contrôle technique des véhicules/DR

pellent, indique-t-on, une décision similaire qui avait été prise en son temps par le général Célestin Kanyama, alors commissaire provincial de la police nationale/Kinshasa sous le gouverneur André Kimbuta. Le commandant de la police/ville de Kinshasa de l'époque avait, en effet, interdit aux taxis-bus de marque Mercedes appelés communément

«207 » d'exploiter ou d'entrer dans la commune de la Gombe. Pour casser cette décision, le gouverneur Kimbuta avait tout simplement décidé de deux moratoires de quarante-cinq jours chacun, qui ont réussi à effacer la décision de la police.

En réaction, des sources proches de ces deux protagonistes avaient indiqué que le gouverneur avait

reproché au commandant de la police de décider à sa place alors que la décision devrait venir de l'autorité urbaine et son application contrôlée par la police. « C'est le gouverneur, en tant qu'autorité politico-administrative qui doit prendre une telle décision. Et la police ne devra que veiller à son exécution », ont-elles expliqué.

Lucien Dianzenza

## MOIS DE LA FEMME

## Visite manquée de la première dame

La visite programmée de la première dame, Denise Nyakeru Tshisekedi, à l'ISTM/Kananga a été tout simplement annulée au grand dam de tout le personnel de l'institut médical.

Pareille mobilisation n'a jamais été vue à l'ISTM/Kananga. En commençant par le comité de gestion conduit par le Pr Mukandu Basua Babintu en passant par les autorités académiques et le personnel scientifique, tous étaient mobilisés toute la journée, pour accueillir comme il faut la première

un goût amer de cette journée qui était censée célébrer la journée de la femme. Les cadres et agents de l'ISTM/Kananga tirés à quatre épingles, surtout le personnel féminin et les étudiantes habillées en pagne, culture congolaise oblige, étaient debout de 14h à 17h, calicots en mains avec des mes-

elle ne pourra plus passer ici comme prévu ».

Cette nouvelle est tombée comme un coup de marteau sur les têtes surtout des femmes qui rêvaient déjà d'être à l'honneur à côté de la première dame. « J'ai toujours vu la première dame à la télévision. Cette fois-ci, je voulais

mée », a regretté une étudiante visiblement découragée. Et de poursuivre avec espoir : « Je sais que maman Denise reviendra un jour nous voir. Nous l'attendons impatiemment. Elle sera toujours la bienvenue... »

Malgré cette déception, les autorités de l'ISTM espèrent que l'épouse du chef de l'Etat reviendra dans leur institution un de ces quatre matins pour les soulager tant soit peu en récompense des énergies dépensées pour son accueil.

Selon le directeur général de cette alma mater, même si la première dame n'a pas foulé le sol de l'ISTM, ces préparatifs ont permis d'accélérer et d'achever certains travaux au campus. Et c'était une belle expérience et il a l'espoir que madame Denise passera à l'ISTM/Kananga pendant que son comité de gestion est encore à la tête de cette institution des sciences médicales. On espère que la présidence attendra ce cri de détresse afin de visiter la communauté estudiantine de l'ISTM/Kananga.

Blandine Lusimana



Des étudiantes en section sage femme avec calicot

dame. Malheureusement, ce rendez-vous tant préparé et attendu n'a pas eu lieu pour raisons d'état selon les sources officielles.

La communauté estudiantine voire la population environnante de l'ISTM/Kananga garde

sages de bienvenue et d'encouragement à la première dame. Ils étaient surpris d'attendre cette triste nouvelle tombée vers 17h : «Vous pouvez disposer, maman Denise est rap- pelée d'urgence à Kinshasa et

la voir de visu et immortaliser cela par des photos. Mais hélas ! l'agenda chargé de notre maman ne nous a pas permis de la voir alors que cette visite dans notre institut était bel et bien program-

## SANTÉ

## Le Congo enregistre un premier cas confirmé du coronavirus

Un franco-congolais de 50 ans a été contrôlé positif au coronavirus (COVID-19) le 14 mars à Brazzaville, confirmant ainsi le premier cas officiellement enregistré en République du Congo. Son entourage immédiat dont sa femme et sa fille de 6 ans sont placés en isolement et mis sous surveillance permanente.

Selon le ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Mougalla, qui a fait cette déclaration, « l'intéressé est arrivé sur le territoire congolais

présentant des symptômes suivants : écoulement nasal, courbatures, toux, mal de gorge, fièvre, difficultés respiratoires, d'appeler immédiatement les services compétents.

En vue de se prémunir du coronavirus, le gouvernement appelle, par la même occasion, les populations à la plus extrême vigilance ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de prévention recommandées.

Il s'agit notamment de se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou utiliser une solution hydro



Prise de température à l'aéroport Maya-Maya/Adiac

le 1er mars par le vol Ethiopian Airlines ET 861, en provenance de Paris après un bref séjour à Amsterdam » en Hollande.

« Le patient est actuellement pris en charge par les services de santé. Son état est stable. Le traçage et la recherche des autres sujets contacts sont en cours », indique la déclaration du gouvernement qui demande à toutes les personnes arrivées par ce vol de prendre contact dans les meilleurs délais avec les services de santé.

De même, il demande à toutes celles et tous ceux qui sont entrés sur le territoire national depuis le 1er mars 2020, en provenance des pays à haut risque,

alcoolique ; tousser ou éternuer sous le creux de son coude ou utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter ; se saluer sans se toucher et maintenir une distance de plus d'un mètre entre individus.

Par ailleurs, réitérant les mesures prises dans le cadre de la prévention du COVID-19, le gouvernement a invité de nouveau toutes les personnes en provenance des pays à haut risque à la plus grande responsabilité, en respectant la mesure de quarantaine systématique de quatorze jours avant toute activité et contact avec toutes autres personnes.

Guy-Gervais Kitina

## DOLISIE

## «La Voix du Niari» à l'écoute des doléances des femmes

Lors d'une rencontre citoyenne organisée récemment dans la capitale de l'or vert avec les femmes évoluant dans plusieurs secteurs de la vie professionnelle, les membres de cette structure se sont engagés à défendre les droits des femmes tout en dénonçant les violences dont elles sont victimes



Les femmes posant avec les membres de la Voix du Niari

Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du mois de la femme a regroupé autour des membres de «La Voix du Niari», les femmes de divers horizons dont celles de l'enseignement, la santé, la justice, la police, des finances et celles de l'église. « Nous nous sommes échangés avec un parler de femmes professionnelles venues de plusieurs secteurs, sur les injustices que ces dernières subissent dans l'exercice de leurs fonctions », a expliqué Stanislas Mbys, président de «La Voix du Niari».

Développé sur le thème « Les responsabilités de la femme face à l'incivisme multiforme et grandissant », ce moment d'échange a permis à ces femmes de partager leurs difficultés tout en présentant les diagnostics par secteurs ainsi que les pistes de solution. Au nombre des questions, ces femmes ont déploré le harcèlement sexuel dont sont victimes les femmes, notamment les élèves de la part des professeurs qui exigent toujours aux jeunes filles le droit de cuissage aux fins de les attribuer de bonnes notes. Selon Stanislas Mbys, ce phénomène est également constaté auprès des femmes juristes, policières qui n'arrivent pas souvent à évoluer du fait que leurs chefs hiérarchiques les obligent à avoir des rapports sexuels pour obtenir une promotion.

« Les médecins nous ont également expliqué qu'il y a certains infirmiers qui sont à la fois médecins et pharmaciens. Ils reçoivent les patients, leur prescrivent des médicaments, et procèdent

à les leur vendre, chose qui n'est pas bien », a-t-il rappelé.

Après avoir suivi les exposés de ces femmes, les membres de cette structure se sont engagés à défendre et à promouvoir les droits des femmes tout en dénonçant les injustices sociales que ces dernières sont victimes.

Pour ce faire, la Voix du Niari pense qu'il est important que le gouvernement mette en place des cellules susceptibles de détecter et suivre les cas de violences faites aux femmes. C'est ainsi que Stanislas Mbys pense que « nous devons vraiment lutter pour l'indépendance totale des femmes, puisqu'éduquer une femme c'est éduquer une nation. Parmi les maux que nous devons anéantir dans notre société, il y a le repli identitaire, surtout le tribalisme car dans notre organisation, nous disons, le pays d'abord ».

Il a, par ailleurs, émis le souhait de voir le chef de l'Etat instituer soit par décret, soit projet de loi, l'obligation de la représentativité des ressortissants de tous les départements de notre pays dans les différents cabinets, préfectures ou directions. Cela pourra dissoudre le tribalisme. « Nous proposons aussi que le lingala et le kituba soient enseignés dans les écoles en vue de faciliter le vivre ensemble, au lieu de n'apprendre que les langues étrangères », a-t-il conclu.

Rude Ngoma

## RÉFLEXION

## Gare aux effets dérivés du coronavirus !

En tête de liste des préoccupations que suscite logiquement, partout dans le monde, la pandémie du coronavirus (COVID 19) figurent bien évidemment la santé des humains et le risque mortel que fait courir à des populations entières l'expansion planétaire de ce mal qui, parti du centre de la Chine, a gagné en quelques semaines plus de cent pays. Mais s'il est à peu près certain que le mal sera endigué sur le plan médical dans les mois à venir en raison des mesures drastiques prises par les Etats pour le combattre, il ne l'est pas que ses effets dérivés pourront l'être, eux, à brève échéance.

Et parmi ces effets dérivés, il en est un qui pourrait bien déstabiliser plus durablement la communauté mondiale que la pandémie, à savoir la rupture économique et financière que provoquera inévitablement à

très court terme la fermeture des frontières entre les pays. Une déstabilisation planétaire que toutes les bourses mondiales ont anticipé la semaine dernière en effectuant un plongeon sans précédent, mais que l'on verra sans doute s'amplifier dès le début de cette semaine étant donné les décisions prises, entre autres, par le président des Etats-Unis, Donald Trump, qui visent très directement ses plus proches partenaires puisqu'elles interdisent purement et simplement l'entrée sur le territoire américain des ressortissants européens.

En suscitant un climat de méfiance généralisé qui s'étend désormais à l'ensemble de la communauté humaine, la pandémie du coronavirus menace en réalité de détruire le système économique sur lequel repose aujourd'hui la croissance mondiale pour une très large part. Elle met

en question le principe du libre-échange entre les nations qui a permis l'essor du commerce international depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et dont tous les peuples de la Terre ont tiré un grand profit ces cinquante dernières années. D'où la peur, pour ne pas dire la panique, qui gagne aujourd'hui les milieux de la finance internationale, mais aussi et surtout les industriels, les agriculteurs, les artisans, les commerçants des cinq continents qui ont assis leur prospérité sur la libre circulation des personnes et des biens sur de vastes espaces géographiques.

Ce qui frappe le plus les observateurs dans ce contexte pour le moins délétère est le fait que visiblement les Etats comme les gouvernements ne prennent pas en compte le danger planétaire que porte en elle, dès à présent la fermeture brutale

des frontières pour des raisons médicales et sanitaires. Ceci alors même que leurs propres intérêts sont très directement mis en danger et que le prix à payer dans les semaines à venir sur le plan social sera à coup sûr très élevé, pour ne pas dire insupportable. Une forme d'aveuglement que chacun paiera au prix fort sans doute plus vite encore qu'on ne le pense.

D'où cette idée, de simple bon sens nous semble-t-il, selon laquelle la communauté internationale devrait se préoccuper sans plus tarder de prévenir collectivement les effets économiques, financiers, sociaux que la pandémie du coronavirus aura inévitablement à bref délai. Si, en effet, elle ne le fait pas dans un cadre collectif à déterminer, l'on peut être certain qu'une crise économique majeure prendra le relais de la crise sanitaire.

Jean-Paul Pigasse